

Rapport annuel

Conseil des Arts du Canada
2007/2008



Conseil des Arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Rapport annuel

Conseil des Arts du Canada

2007/2008

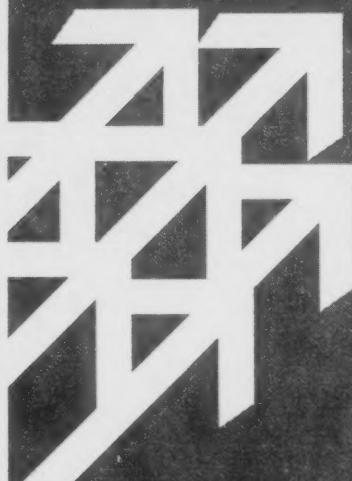


Photo de la couverture : Ned Pratt,
New Construction, Witless Bay, 2007



Conseil des Arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

350, rue Albert
Case postale 1047
Ottawa (Ontario) K1P 5V8
1-800-263-5588 ou
613-566-4414
Téléc. 613-566-4390
info@conseildesarts.ca
www.conseildesarts.ca

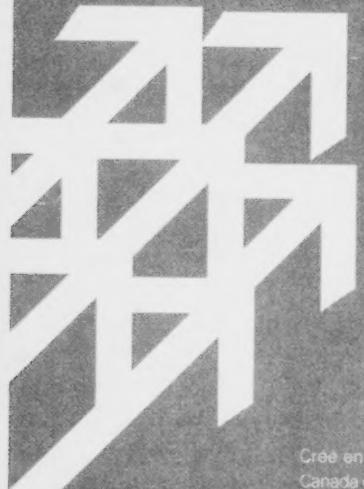
350 Albert Street
Post Office Box 1047
Ottawa, Ontario, K1P 5V8
1-800-263-5588 or
613-566-4414
Fax: 613-566-4390
info@canadacouncil.ca
www.canadacouncil.ca

Canada

Design : Alejandro Contreras
Imprimé au Canada
ISBN : 0-88837-200-0



Le 57^e rapport annuel du Conseil des Arts du Canada ainsi que des renseignements additionnels sur les subventions, grants et autres services sont affichés au www.conseildesarts.ca.



Créé en 1957 en vertu d'une loi du Parlement, le Conseil des Arts du Canada est une société d'État fédérale qui a pour rôle de « favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art ».

Le Conseil offre une vaste gamme de subventions (quelque 6 970 en 2007-2008) et de services aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens couvrant un musique, en théâtre, en lettres, en édition, en arts visuels, en danse, en arts médiatiques et en arts intégrés. Par ses activités de communications, de recherche et de promotion des arts, il contribue également à accroître l'intérêt du public aux arts.

Le Conseil décerne annuellement des prix et des bourses à plus de 200 artistes et chercheurs. La Commission canadienne pour l'UNESCO et la Commission du droit de prêt public sont placées sous son égide. La Banque d'œuvres d'art du Conseil, qui compte environ 17 400 œuvres d'art contemporain canadien, loue ses œuvres à des organismes des secteurs public et privé.

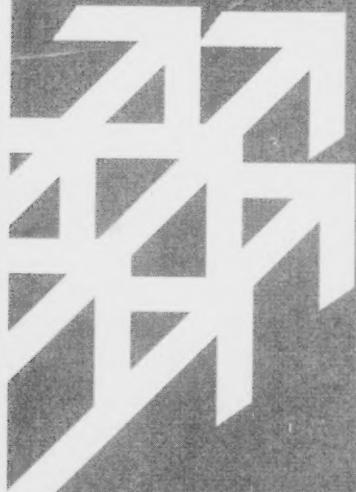
Le Conseil des Arts est dirigé par un conseil d'administration composé de 11 membres. Le gouverneur en conseil nomme le président, le directeur et les membres du conseil d'administration pour des mandats d'une durée déterminée. Le Conseil tient compte de l'avis des artistes et des professionnels des arts de toutes les régions du pays (environ 770 d'entre eux siégent annuellement aux différents jurys ou comités de pairs) et collabore étroitement avec les ministères et organismes des milieux artistiques et culturels fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux. Il rend compte de son activité au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien; ses états financiers sont vérifiés par le vérificateur général du Canada. Au crédit parlementaire que le Conseil reçoit annuellement s'ajoutent les revenus de dotations, les dons et les legs.

Table des matières

➤ Des bases solides : message de la présidente	4
➤ Cap sur l'avenir : message du directeur	6
➤ Commentaires et analyse de la direction	8
Introduction	
Objectifs, stratégies et rendement	
Tableau des résultats	
Faits saillants	
Indicateurs artistiques	
Aperçu financier	
➤ États financiers	36
Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers	
Rapport du vérificateur	
Etats financiers et notes	
➤ Régie	54

Des bases solides

Message de la présidente





Karen Kain, présidente du Conseil des Arts, en compagnie de Michael Ondaatje, lauréat d'un Prix littéraire du Gouverneur général en 2007 pour son roman *Divisadero*. En remportant un cinquième GG, Ondaatje égalait Hugh MacLennan pour le plus grand nombre de prix remportés de toute l'histoire des GG. Photo : P. Doyle / Presse canadienne

Au moment de quitter la présidence du Conseil des Arts du Canada, après l'avoir occupée pendant trois ans et demi, je contemple la longue histoire de réussites du Conseil avec une légitime fierte.

Le Conseil des Arts est né en 1957 à une époque palpitante pour les arts au Canada. Une forte et quasi tangible sensation de poursuivre un but national bien précis envahissait non seulement la scène artistique, mais le pays tout entier. Un sentiment de changement et de fête flottait dans l'air. Dans le domaine des arts, le moteur de cette évolution a été la contribution positive que le Conseil des Arts a discrètement apporté en travaillant à l'éification d'une infrastructure qui allait soutenir, à long terme et à un haut degré de vitalité et d'audace, la croissance créative du Canada.

Je crois qu'aujourd'hui nous amorçons une période de changement analogue à celle d'il y a 51 ans et que les fêtes du 50^e anniversaire du Conseil ont été marquées d'un esprit comparable à celui qui a présidé à sa fondation. Je sais qu'un avenir remarquable nous attend, que nos organismes artistiques sont parmi les meilleurs au monde et que de nouvelles générations d'artistes sont prêtes, avec le soutien du Conseil, à faire une entrée remarquée sur une scène mondiale qui ouvre la voie à des pratiques artistiques encore inimaginables il y a 50 ans.

Au cours de cette année charnière, le Conseil a entrepris un processus de planification stratégique ambitieux s'appuyant sur la plus vaste consultation publique et la plus importante participation du personnel de son histoire. Le conseil d'administration du Conseil a pleinement soutenu le processus de participation inspiré du fort leadership de Robert Sirman et a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du plan stratégique et du plan d'action qui en ont résulté. Les valeurs et les orientations de ces deux documents fondamentaux jettent des bases solides pour l'avenir.

L'année dernière a également été marquée par l'annonce de l'ajout récurrent de 30 millions de dollars au crédit parlementaire du Conseil. Par le biais de cet investissement, qu'il effectue par l'intermédiaire de son gouvernement, le peuple canadien reconnaît la portée et l'importance natio-

nales du rôle du Conseil. Cet investissement témoigne de la confiance des Canadiens et des Canadiens à l'égard de l'expertise et de la capacité qu'a le Conseil d'apporter un soutien stratégique aux artistes et aux organismes artistiques de toutes les régions du pays; et il confirme les répercussions et la plus-value de ce soutien sur la vie de toutes les Canadiens et de tous les Canadiens.

En outre, le travail du conseil d'administration sur les enjeux liés à la gouvernance et aux finances de l'organisme, dont une vérification interne axée sur le risque, a renforcé la capacité organisationnelle du Conseil.

Le grand art se reconnaît à la difficulté dissimulée derrière la performance. Les grands artistes donnent l'impression de pratiquer leur art sans effort. Les Italiens utilisent le très beau terme *sprezzatura* pour décrire cette aisance. La *sprezzatura* revêt des connotations de style, d'aisance et de spontanéité. Je pense que le même principe s'applique aux organismes.

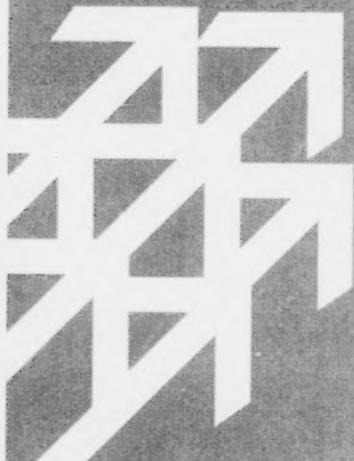
Le public ne perçoit pas nécessairement les réalités institutionnelles du Conseil : ses politiques novatrices, ses programmes adaptés à la réalité artistique, sa gestion et ses pratiques financières saines, sa régie efficace. Il le perçoit à travers le prisme des activités artistiques soutenues par le Conseil et le voit tel un témoignage de l'intérêt collectif pour la qualité de la vie publique canadienne.

Au moment de quitter mes fonctions, je souhaite remercier sincèrement mes collègues du conseil d'administration, notamment les membres dont les mandats ont pris fin récemment, Amir Ali Alibhai, Manon Blanchette, Laurent Lapierre, Esther S. Ondrack et David Thauberger, ainsi que la direction et le personnel dévoués du Conseil. Le Conseil repose sur des bases solides, et, sachant qu'il œuvre à assurer, pour le prochain demi-siècle, un avenir encore plus stimulant et plus dynamique pour les arts, je le laisse entre de bonnes mains.

La présidente,
Karen Kain, C.C.

Cap sur l'avenir

Message du directeur





Robert Sirman, directeur du Conseil des Arts, s'est adressé aux participants du forum Présence, organisé par le Conseil en novembre 2007, à Toronto. Près de 120 représentants de quelque 60 organismes de la diversité culturelle et des Peuples autochtones ayant bénéficié des initiatives de l'accroissement de la capacité ont pris part au forum.

Photo : B. Desjardins / Presse canadienne

L'année du 50^e anniversaire du Conseil des Arts du Canada a été une remarquable et intense période de fête, de planification et de renouvellement organisationnel.

La plus vaste consultation de l'histoire du Conseil a facilité l'élaboration de *Cap sur l'avenir : Plan stratégique 2008-2011, valeurs et orientations* et, par la suite, celle du plan d'action publié en février 2008. Ces documents, ainsi que le plan d'entreprise qui sera terminé à l'automne 2008, jettent les bases qui permettront au Conseil de renforcer sa capacité de contribuer au développement artistique du Canada. En plus de traduire le mandat et les valeurs essentielles du Conseil, ils portent sur cinq orientations primordiales pour les trois prochaines années, soit renforcer l'engagement du Conseil à l'égard des artistes, accroître son investissement dans les organismes artistiques, promouvoir l'équité en tant que priorités essentielles, établir des partenariats efficaces et améliorer sa capacité organisationnelle.

À la suite d'une révision de sa structure organisationnelle, le Conseil a procédé à une réorganisation interne visant une meilleure utilisation de l'ensemble de ses connaissances et un renforcement de ses capacités dans les domaines de la recherche, de la planification stratégique, de l'évaluation des programmes, de la mise en œuvre des changements et des communications.

La gestion des ressources financières et humaines du Conseil a été améliorée grâce à un processus continu de vérification interne et à l'adoption d'un plan de vérification axé sur le risque.

Le financement non récurrent de 50 millions de dollars répartis sur deux ans dont bénéficiait le Conseil a pris fin en 2008. Le Conseil a ainsi versé, par le biais de ses programmes réguliers, un tiers des fonds aux artistes ainsi qu'aux projets favorisant un plus grand accès du public aux arts. Les deux autres tiers, attribués par la voie d'un concours spécial soumis à l'évaluation par les pairs, ont été alloués à 561 organismes artistiques recevant un soutien au fonctionnement du Conseil afin de renforcer leurs activités artistiques et administratives ainsi que leurs activités de développement des publics.

En juillet 2007, le Conseil des Arts et la communauté artistique ont salué l'ajout récurrent de 30 millions de dollars au crédit parlementaire du Conseil. Bev Oda, ministre du Patrimoine canadien, a alors déclaré que cette augmentation « reconnaissait l'importance du rôle joué par le Conseil pour garantir que la créativité et la culture ont plus que jamais leur place au Canada ».

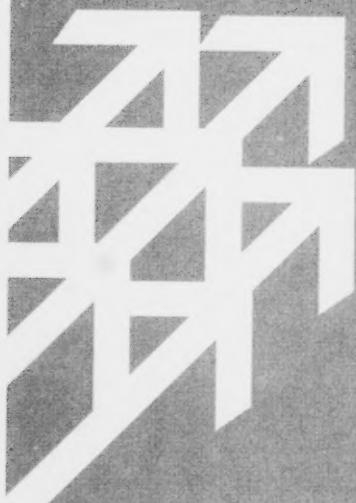
Les nombreuses activités de la dernière année n'auraient pu être réalisées sans le dévouement, l'engagement et l'expertise de tout le personnel, soutenu par un conseil d'administration efficace et engagé. Je les remercie infiniment. Je tiens aussi à remercier tout particulièrement Karen Kain, présidente sortante, qui a joué un rôle essentiel au fil de cette période historique.

L'objectif premier du Conseil des Arts du Canada est de donner au Canada une vie créative riche et dynamique qui stimule l'imagination et donne aux Canadiens et aux Canadiens les moyens de partager leurs pensées créatives entre eux et, aussi, avec le reste du monde.

L'année dernière (année de son 50^e anniversaire), le Conseil a réalisé des progrès importants en mettant le cap sur cette vision et il a renforcé sa capacité d'accomplir davantage dans les années à venir.

Le directeur,
Robert Sirman

Commentaires et analyse de la direction



Kenojuak Ashevak, lauréate d'un Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques de 2008.
Photo: Martin Lipman



Introduction

En 2007, le Conseil des Arts a tenu une vaste consultation auprès de ses partenaires afin de jeter les balises de son plan stratégique pour la période de 2008 à 2011. À la fin du mois de juin, le Conseil avait recueilli, dans le cadre de diverses réunions, d'un sondage en ligne et d'ateliers de consultation, plus de 1 700 réponses.

Les résultats de cette consultation ont confirmé les valeurs fondamentales du Conseil ainsi que le rôle essentiel qu'il joue en tant que conseil national des arts au Canada. Ils ont aussi permis de cibler le besoin de changement au sein de l'organisme afin que celui-ci puisse réagir efficacement à l'évolution de la société et, plus encore, à celle de la collectivité artistique.

Parallèlement, le Conseil des Arts a également entrepris une révision formelle de sa structure organisationnelle dans le but d'évaluer l'efficacité avec laquelle il remplissait son mandat. La mise en œuvre des recommandations découlant des consultations a débuté à l'automne 2007 et se poursuit en 2008.

Objectifs, stratégies et rendement

Le rôle d'organisme national de soutien aux arts du Conseil, tel qu'il a évolué au fil du temps, est axé sur les points suivants :

- » soutenir la création et la production d'œuvres de valeur et encourager l'excellence dans un vaste éventail de formes d'art;
- » veiller à ce que les réalisations des artistes et des organismes artistiques canadiens soient accessibles aux publics canadiens et internationaux;
- » sensibiliser le public aux arts ainsi qu'aux bienfaits des arts sur l'ensemble des citoyens et de la société;
- » offrir, à tous les ordres de gouvernement ainsi qu'à toute autre partie, selon les besoins, des conseils et fournir des recommandations sur les questions de politique ayant des répercussions sur les artistes et sur les organismes culturels.

Le Plan d'entreprise du Conseil des Arts visant les exercices de 2005 à 2008 comportait trois objectifs opérationnels. Ces objectifs et certains résultats clés sont présentés ci-dessous.

Objectif I – Réorienter le soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts

- » La portée des subventions destinées aux artistes des arts visuels a été élargie afin d'inclure les subventions de longue durée ainsi que plus de subventions stratégiques, de subventions pour des productions ciblées et de subventions de promotion de carrière.

» Depuis le lancement (en 2006) de l'Initiative d'accroissement de la capacité destinée aux organismes autochtones, 20 organismes ont bénéficié d'une aide annuelle et 13 autres organismes ont reçu une aide pluriannuelle.

» Le Conseil des Arts a étendu le soutien visant l'accroissement de la capacité à 71 organismes artistiques de diverses cultures et a supprimé l'aspect de non-admissibilité du genre dans le domaine de la musique afin de rendre toutes les cultures admissibles au programme.

» En étroite collaboration avec d'autres partenaires fédéraux, le Conseil des Arts a consolidé ses programmes internationaux et les a étendus à toutes ses disciplines en accroissant les possibilités de développement de marchés pour les artistes canadiens et en mettant sur pied des programmes de résidence pour les artistes étrangers.

Objectif II – Augmenter la capacité de l'infrastructure de financement qui sous-tend les arts

» Le Conseil des Arts a renforcé sa capacité de recherche en structurant ses priorités, en mettant sur pied de nouveaux partenariats avec d'autres organismes de financement et en augmentant la diffusion des documents de recherche tant à l'interne qu'à l'externe, par le biais de son site web.

» Le site *SI! Subventions sur Internet*, qui permet de présenter des demandes de subventions en ligne, a été offert dans 36 programmes en 2007-2008.

» La mise sur pied d'un réseau d'organismes de financement aux échelles fédérale, provinciale et territoriale (nommé Organismes publics de soutien aux arts du Canada et connu sous l'acronyme OPSAC) a donné lieu à des initiatives communes, à l'élaboration d'un formulaire financier commun et à des discussions sur les perspectives de synergie, de partage des ressources et de perfectionnement professionnel.

Objectif III – Favoriser la connaissance et l'appréciation des réalisations artistiques canadiennes auprès du public

» En 2007, les célébrations du 50^e anniversaire du Conseil des Arts, qui ont donné lieu à quelque 130 événements partout au Canada, ont permis d'accroître la sensibilisation du public au rôle du Conseil ainsi qu'aux artistes et organismes artistiques financés par ce dernier.

» Un symposium organisé en 2007 par l'OPSAC, la Commission canadienne pour l'UNESCO et d'autres partenaires a engendré une collaboration plus étroite entre les organismes de soutien aux arts et les éducateurs.

- » A la fin de l'exercice, 6 717 œuvres de la collection d'art canadien contemporain de la Banque d'œuvres d'art (qui compte 17 398 peintures, gravures, photographies et sculptures réalisées par plus de 2 500 artistes) avaient été louées et étaient exposées dans des bureaux gouvernementaux, des bureaux d'entreprise et des espaces publics partout au Canada.
- » En 2007-2008, le Conseil des Arts a remis des prix et des bourses à plus de 200 artistes et chercheurs afin de souligner leurs réalisations et d'encourager tant les activités artistiques que celles de recherche.

Le rendement du Conseil, qui a été mesuré en fonction de ces objectifs opérationnels, est présenté de façon plus détaillée dans le « Tableau des résultats » présenté ci-après. Pour les exercices 2006-2007 et 2007-2008, ces résultats illustrent la somme additionnelle de 50 millions de dollars versée au budget de base du Conseil des Arts (soit, respectivement, 20 millions et 30 millions). Ces fonds ont été offerts en subventions à des organismes artistiques qui reçoivent une aide au fonctionnement du Conseil, à des artistes ainsi qu'à des initiatives visant à favoriser l'accès aux arts par le grand public. La répartition de ces fonds est présentée à la page 17.

Au cours des prochaines années, tel qu'il a été indiqué dans le plan stratégique pour la période de 2008 à 2011, le Conseil des Arts mettra l'accent sur les cinq orientations interrelées énumérées ci-dessous.

Orientation 1

Renforcer l'engagement du Conseil des Arts à l'égard des artistes œuvrant seuls ou en collaboration, car ils constituent le cœur même de la pratique artistique au Canada.

Orientation 2

Accroître l'engagement du Conseil à l'égard des organismes artistiques afin que ces derniers puissent mieux soutenir les pratiques artistiques partout au pays.

Orientation 3

Accroître le rôle de chef de file du Conseil dans la promotion de l'équité, une priorité essentielle dans la réalisation des aspirations artistiques du Canada.

Orientation 4

Considérer les partenariats avec d'autres organismes en tant qu'éléments clés de la démarche adoptée par le Conseil pour accomplir son mandat.

Orientation 5

Instaurer des changements structurels au sein du Conseil pour améliorer ses communications et renforcer sa capacité d'apporter des changements.

	2007-2008	2006-2007	2005-2006
	(en 000 \$)	(en 000 \$)	(en 000 \$)
Tableau des résultats			
Le Conseil des Arts en bref			
Crédit parlementaire	182 507 \$	172 507 \$	151 683 \$
Subventions			
Programmes d'aide aux arts	151 932 \$	139 971 \$	119 721 \$
Prix et bourses	3 541 \$	3 553 \$	3 323 \$
Paiements du Droit de prêt public	9 159 \$	9 121 \$	9 042 \$
Total	164 632 \$	152 645 \$	132 086 \$
Demandes de subventions			
Artistes	8 308	8 319	9 154
Organismes artistiques	6 460	7 344	6 416
Total¹	14 768	15 663	15 570
Demandes présentées par l'entremise de <i>SII Subventions sur Internet</i> (incluses dans le total ci-dessus)	1 718	1 282	710
Subventions attribuées			
Artistes	2 369	2 204	2 083
Organismes artistiques	4 597	4 430	3 679
Total	6 966	6 634	5 762
Communautés où des subventions ont été attribuées	684	658	634
Nouveaux candidats (artistes et organismes artistiques)			
Nouveaux candidats	3 091	2 994	3 344
Collectivités dans lesquelles habitent les artistes ou dans lesquelles sont situés les organismes artistiques	625	646	676
Bénéficiaires d'une première subvention	1 275	1 111	1 027
Pairs évaluateurs			
Pairs évaluateurs	771	778	767
Collectivités où habitent ces pairs	189	183	183
Pairs siégeant à un comité pour une première fois	356	337	339

Aux fins de comparaison, les chiffres de ce tableau ont été compilés en date du 1^{er} juin de chaque année financière (ou de la journée ouvrable suivante), sauf lorsque ceux-ci dépendaient de données provenant des rapports finaux de subventions. Ces chiffres seront mis à jour annuellement afin de refléter l'information la plus exacte fournie par ces rapports.

¹ Le nombre de demandes de subventions reçues en 2006-2007 inclut les demandes reçues pour les subventions de suppléments au fonctionnement des organismes artistiques, lesquelles ont été attribuées de façon non récurrente pour une période de deux ans.

	2007-2008		2006-2007		2005-2006							
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)							
OBJECTIF 1												
Réorienter le soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts												
Maximiser les rencontres entre artistes et société												
Soutien aux artistes	2 190	23 359 \$	2 037	21 161 \$	1 927	18 227 \$						
Stratégies et initiatives de programmes												
Résidences et programmes de commandes d'œuvres	120	2 012 \$	132	2 215 \$	111	1 858 \$						
Collaborations entre les artistes et la communauté	93	1 592 \$	89	1 255 \$	73	1 011 \$						
Aide pluriannuelle aux projets d'artistes	43	1 689 \$	24	884 \$	3	105 \$						
Promouvoir la santé créative et la viabilité des organismes artistiques												
Soutien au fonctionnement des organismes												
Soutien annuel au fonctionnement	387	16 539 \$	540	23 211 \$	479	21 629 \$						
Soutien pluriannuel au fonctionnement	721	79 161 \$	675	66 068 \$	455	52 948 \$						
Total	1 108	95 700 \$	1 215	89 279 \$	934	74 577 \$						
Aide aux projets des organismes												
Aide annuelle aux projets	1 892	30 532 \$	1 815	26 544 \$	1 707	25 481 \$						
Aide pluriannuelle aux projets	68	3 015 \$	78	3 761 \$	50	2 057 \$						
Total	1 960	33 547 \$	1 893	30 305 \$	1 757	27 538 \$						
Stratégies et initiatives de programmes												
Importants inclus dans les totaux ci-dessus												
Programmes de la Brigade volante et de l'Envol de l'aigle	196	1 198 \$	177	1 071 \$	234	1 666 \$						
Développer des centres viables pour les œuvres des artistes autochtones												
Soutien aux artistes et aux organismes artistiques autochtones												
Initiative d'accroissement de la capacité (soutien aux pratiques artistiques autochtones /organismes artistiques)	24	559 \$	24	587 \$	15	440 \$						
Autre formes de soutien aux artistes et aux organismes artistiques autochtones*	417	6 160 \$	402	5 629 \$	489	5 707 \$						
Total	441	6 719 \$	426	6 216 \$	504	6 147 \$						

	2007-2008		2006-2007		2005-2006	
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)	
Tirer profit de l'effet de stimulation que la diversité culturelle exerce sur les arts						
Soutien aux pratiques et aux organismes de diverses cultures	51	1 380 \$	46	1 380 \$	69	2 045 \$
Programme d'accroissement de la capacité pour les artistes et les organismes artistiques de la diversité culturelle						
Autres formes de soutien aux pratiques artistiques et aux organismes de la diversité culturelle ¹	580	8 227 \$	593	7 712 \$	542	5 902 \$
Total	631	9 607 \$	639	9 092 \$	611	7 947 \$
Consolider la place du Canada sur la scène internationale						
Subventions aux œuvres présentées dans un contexte international	1 113	13 354 \$	1 208	12 640 \$	1 219	10 904 \$
Commission canadienne pour l'UNESCO						
Participation aux activités liées au mandat de l'UNESCO	39		45		38	
Commission du droit de prêt public						
Auteurs canadiens qui reçoivent des paiements	15 993	9 159 \$	15 417	9 121 \$	14 972	9 042 \$
Collectivités où habitent ces auteurs (au Canada)	1 701		1 687		1 640	
Collectivités où habitent ces auteurs (à l'étranger)	341		332		327	

Notes des pages 12 et 13

1 Le soutien aux artistes et aux organismes artistiques autochtones, le financement aux organismes et aux pratiques artistiques de la diversité culturelle ainsi que les fonds accordés pour les œuvres présentées dans un contexte international ont été recalculés pour les trois années mentionnées, de façon à tenir compte des subventions pour lesquelles une partie ou la totalité des fonds a été attribuée à l'un de ces trois types de soutien.

Les chiffres figurant dans le tableau des résultats du Rapport annuel 2006-2007 n'incluaient que les subventions pour lesquelles 100 % des fonds avaient été attribués à l'un de ces trois types de soutien.

	2007-2008	2006-2007	2005-2006
	(en 000 \$)	(en 000 \$)	(en 000 \$)
OBJECTIF 2			
Augmenter la capacité de l'infrastructure			
de financement qui sous-tend les arts			
 Recourir aux avantages offerts par les réseaux et par les partenariats			
Initiative de développement créatif de l'Alberta (IDCA) ¹	114	1 867 \$	
Partenaires dans les arts en développement créatif (PADC) ²	32	2 700 \$	
 Se conformer à des normes de responsabilisation élevées			
Ressources humaines			
Employés	205	204	194
Frais de perfectionnement professionnel et de formation par employé	0,929 \$	0,865 \$	0,867 \$
Nombre de voyages effectués par des employés dans diverses régions ou lors de visites à des communautés artistiques	735	758	821
Communautés visitées par des employés du Conseil	97	96	91
 Nouvelles activités liées à la capacité de recherche			
CADAC : Canadian Arts Data / Données sur les arts au Canada			
Développement d'un site web afin que le Conseil et d'autres organismes publics de financement recueillent et partagent des données sur les organismes artistiques canadiens, données qui leur permettront de mesurer le rendement des organismes artistiques à l'échelle canadienne	100 \$		

1 L'Initiative de développement créatif de l'Alberta (IDCA) est un nouveau programme conçu pour aider le développement des arts en Alberta. Il s'agit d'un partenariat entre la Alberta Foundation for the Arts et le Conseil des Arts du Canada, en collaboration avec la Calgary Arts Development Authority et le Edmonton Arts Council. Le programme, qui a débuté en 2007-2008, durera trois ans avec une prolongation possible de deux autres années.

2 Débutant en 2007-2008, Partenaires dans les arts en développement créatif (PADC) est un nouveau programme de trois ans conçu pour aider la création et le développement d'œuvres originales, qui représenteront l'excellence artistique et la diversité culturelle de la Colombie-Britannique. PADC est un partenariat stratégique de la Province de la Colombie-Britannique, de la Ville de Vancouver, du Conseil des Arts du Canada, de la Vancouver Foundation, du comité organisateur des Jeux paralympiques d'hiver et des Jeux olympiques de 2010 de Vancouver, ainsi que de 2010 Legacies Now. Les chiffres ci-dessus illustrent le total des fonds investis par tous les partenaires. La contribution annuelle du Conseil des Arts à PADC est de 500 000 \$.

3 Le Conseil a accru ses capacités de recherche dans les domaines suivants : méthodologies de sondage, production de rapports sur le rendement et les résultats obtenus, méthodologies de recherche adaptées (p. ex., les consultations auprès de la communauté artistique autochtone à des fins de recherche, l'exploration de données, etc.). Il a aussi perfectionné son expertise en matière de rédaction de comptes sur des questions d'équité, de développement des publics et de rayonnement.

	2007-2008		2006-2007		2005-2006	
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)	
OBJECTIF 3 Favoriser la connaissance et l'appréciation, par le public, des réalisations artistiques canadiennes						
Célébrer les arts						
Activités liées au 50^e anniversaire du Conseil des Arts du Canada		[janv. – déc. 2007]		[janv. – mars 2007]		
Événements dédiés au Conseil par des organismes artistiques	133		47			
Collectivités canadiennes dans lesquelles des événements se sont déroulés	42		19			
Reportages des médias (presse écrite et radio)	231		149			
Site web du 50 ^e anniversaire						
Pages visitées	175 000		36 482			
Visites	28 000		5 867			
Visiteurs uniques	28 000		4 691			
Célébrer les réalisations exceptionnelles par le biais des prix et des bourses						
Lauréats de prix et de bourses	205	3 556 \$	185	3 553 \$	171	3 323 \$
Cérémonies de remise de prix	18		24		21	
Villes où les cérémonies ont eu lieu	6		8		5	
Prêt d'instruments à cordes de qualité pour trois ans	14		14		13	
Valeur assurée des instruments (en \$US) ¹	19 865 \$		16 575 \$		16 575 \$	
Promouvoir les arts						
Soutien aux activités de diffusion	1 642	24 760 \$	1 594	25 567 \$	1 607	21 759 \$
Subventions de voyage						
Subventions de voyage ²	1 318	2 912 \$	1 071	2 409 \$	1 087	2 212 \$
Nombre de pays étrangers visités	76		72		80	
Appuyer les visites d'artistes étrangers						
Programme de subventions de visites d'artistes étrangers	59	111 \$	66	121 \$	49	91 \$
Nombre de pays représentés	23		21		21	
Incidence des subventions de tournée sur la vie des Canadiens et des Canadiennes partout au pays						
Subventions de tournée (musique, danse et théâtre seulement)	198	3 982 \$	191	4 624 \$	181	3 986 \$
Communautés où s'arrêtent les tournées (chiffres basés sur les rapports finaux de 2005-2006)	s/o		s/o		348	
Nombre d'artistes en tournée					975	
Nombre de jours de tournée					2 592	

	2007-2008		2006-2007		2005-2006	
	(en 000 \$)		(en 000 \$)		(en 000 \$)	
Rencontres littéraires						
Subventions pour les rencontres littéraires	242	1 400 \$	252	1 401 \$	254	
Rencontres littéraires	1 254		1 097		1 131	
Organismes d'accueil	210		219		218	
Collectivités où sont situés ces organismes d'accueil	121		127		124	
Lieux des rencontres littéraires ³	s/o		507		586	
Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts						
Œuvres de la collection	17 398		17 498		17 466	
Œuvres en location conformément à des contrats	6 717		6 470		6 858	
Revenus de location		1 961 \$		1 884 \$		1 837 \$
Achat de nouvelles œuvres	86	398 \$	85	296 \$	9	21 \$
Œuvres données (programme de cession)	177	27 \$	86	210 \$	93	128 \$
Relations publiques et médiatiques						
Communiqués et avis aux médias	55		57		42	
Messages du Conseil dans des programmes d'événements artistiques	42		52		48	
Rapports sur les Prix littéraires du Gouverneur général dans les médias (presse écrite et radio)	590		431		389	
Rapports sur les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques dans les médias (presse écrite et radio)	117		139		105	
Achalandage du site web du Conseil des Arts (en milliers)						
Pages visitées par année	8 315		6 774		5 290	
Visites par année	1 219		1 232		1 007	
Visiteurs uniques	719		775		642	

Notes des pages 15 et 16

1 La valeur assurée des instruments pour les années financières 2005-2006 et 2006-2007 est présentée en \$US. La somme assurée figurant dans la police d'assurance est indiquée en \$US.

2 Inclut les subventions accordées par les programmes de développement de publics et de marchés et d'échanges coopératifs entre artistes des peuples autochtones.

3 Le nombre d'endroits où ont eu lieu des rencontres littéraires en 2007-2008 sera mentionné dans les données de la prochaine année financière, une fois les rapports finaux reçus.

	2007-2008 (en 000 \$)	2006-2007 (en 000 \$)	Total (en 000 \$)
Nouveaux fonds en 2006-2007 et en 2007-2008			
Objectif 2 : Augmentation du crédit parlementaire (budget fédéral de mai 2006)			
Subventions de suppléments au fonctionnement attribuées aux organismes artistiques recevant déjà une aide au fonctionnement du Conseil	20 000 \$	13 000 \$	33 000 \$
Nouveaux fonds attribués aux projets d'artistes	5 000 \$	3 500 \$	8 500 \$
Nouveaux fonds attribués aux subventions pour des initiatives favorisant l'accès du public aux arts	5 000 \$	3 500 \$	8 500 \$
Total	30 000 \$	20 000 \$	50 000 \$
Nouveaux fonds investis			
Objectif 1 :			
Subventions de suppléments au fonctionnement attribuées aux organismes artistiques recevant déjà une aide au fonctionnement du Conseil			
Organismes artistiques admissibles	937	937	
Organismes artistiques ayant présenté des demandes	858	858	
Subventions de suppléments au fonctionnement ayant été attribuées	561 20 000 \$	561 13 000 \$	33 000 \$
Collectivités où sont situés les organismes ayant reçu une subvention	103	103	
Objectif 1 : Nouveaux fonds investis dans des projets d'artistes			
Subventions attribuées	608 4 771 \$	333 3 474 \$	8 245 \$
Collectivités où habitent ces artistes	170	94	
Objectif 3 : Nouveaux fonds investis dans des subventions pour des initiatives favorisant l'accès du public aux arts			
Subventions attribuées	756 5 217 \$	462 3 522 \$	8 739 \$
Collectivités dans lesquelles habitent les artistes ou dans lesquelles sont situés les organismes artistiques	230	134	
Total	29 988 \$	19 996 \$	49 984 \$

Les points saillants

En plus de réaliser annuellement d'importants investissements stratégiques dans l'ensemble du Canada, le Conseil accorde des fonds essentiels à la réalisation de projets ainsi qu'à la réalisation d'activités de programmation, de mentorat, de tournées et de déplacements aux événements spéciaux. Ces fonds portent fruit partout au Canada et dans le monde entier, car ils donnent à un public toujours croissant un meilleur accès aux œuvres d'artistes et d'organismes artistiques canadiens. Cette année, le rapport annuel souligne des subventions de moins de 25 000 \$.

La mise en marché de l'art à l'échelle du monde

- » Stranger Theatre, de Toronto, a reçu 7 127 \$ pour présenter *and what Alice found there* au Festival international de marionnettes d'Istanbul, en mai 2007.
- » Le Ballet-théâtre atlantique du Canada, de Moncton, a reçu 10 000 \$ pour participer aux foires Arts Midwest en Ohio et Performing Arts Exchange au Kentucky.
- » The Nathaniel Dett Chorale, de Toronto, a reçu 7 000 \$ pour participer à la foire North Carolina Arts Market.
- » Le Toronto Reel Asian International Film Festival a reçu 1 500 \$ pour participer au Festival international du film de Hong Kong et au Festival international du film de Jeonju (en Corée).
- » Le Théâtre des Confettis, de Québec, a reçu 610 \$ pour rencontrer les diffuseurs présents aux festivals de Shogun-leyasu et de Daidogeï (au Japon) en octobre et en novembre 2007.
- » La Catriona Jeffries Gallery, de Vancouver, a reçu 1 400 \$ pour participer au vernissage du sculpteur autochtone Brian Junge à Munich ainsi qu'à celui de l'artiste vancouvérois des arts visuels Geoffrey Farmer à Londres.

Les artistes autochtones sur la scène internationale

- » Nadine Chandra Deegan, de Fort Qu'Appelle (en Saskatchewan), a reçu 7 500 \$ pour se perfectionner dans le cadre d'une collaboration de six mois avec la renommée couseuse de perles Juanita Growing Thunder Forgat, à San Juan (en Californie).
- » Doug Smarch Jr., de Teslin (au Yukon), a reçu 13 800 \$ pour apprendre des techniques artistiques au Pérou auprès d'un groupe familial qui se nomme Winay Taki Ayllu (et qui signifie personnes dans une vieille maison).
- » Catherine Lynn Mattes, de Shilo (au Manitoba), a reçu 1 500 \$ pour rencontrer Megan Tamati-Quennell, conservatrice d'art indigène au Musée de la Nouvelle-Zélande, ainsi que l'artiste des arts visuels KC Adams, de Winnipeg, pour des activités de recherche et d'intervention communautaire.

Le pouvoir de l'art

- » Le Downtown Eastside Women's Centre, de Vancouver, a reçu 20 000 \$ pour étudier les questions de race, d'égalité des sexes et de pauvreté en collaboration avec l'artiste Rose Spahan, par l'entremise du projet *Women Engaged in the Arts – Vision and Empowerment*.

L'art en vogue d'un océan à l'autre

- » Sudha Thakkar, de Calgary, a reçu 10 000 \$ pour une tournée de sa production de danse *Dvaya: The confluence of male and female spirits* à Edmonton, à Saskatoon et à Montréal, à l'automne 2007.
- » Mocean Dance, de Halifax, a reçu 2 500 \$ pour sa tournée à Saint John et à Fredericton (au Nouveau-Brunswick), ainsi qu'à Whitehorse (au Yukon).
- » L'Ensemble Strada, de Québec, a reçu 2 800 \$ pour effectuer une tournée de son spectacle *Kadou – Noëls d'ici et d'ailleurs* dans le nord de l'Ontario, en décembre 2007.
- » La compagnie de théâtre Boca del Lupo, de Vancouver, a reçu 13 000 \$ pour la tournée de sa production *My Dad. My Dog* à Whitehorse et à Edmonton, en février 2008.
- » Le Théâtre la Catapulte, d'Ottawa, a reçu 14 000 \$ pour la tournée de *Cette fille-là* en Alberta et au Québec, à l'hiver 2008.
- » Le Catalyst Theatre, d'Edmonton (en Alberta), a reçu 8 000 \$ pour la tournée de *Frankenstein* à Vancouver, en janvier 2008.

Les festivals

- » Le Abilities Arts Festival de Toronto a reçu 17 000 \$ pour sa programmation. Cette célébration des arts et de la culture des artistes handicapés a eu lieu en octobre et en novembre 2007.
- » Le Centre d'interprétation de la nature Cape Jourimain a reçu une subvention de 10 000 \$ pour présenter sa programmation au Festival EcoArts, à Bayfield (au Nouveau-Brunswick), en septembre 2007.
- » L'association communautaire francophone de Saint-Jean (de Terre-Neuve-et-Labrador) a reçu 10 000 \$ pour offrir une programmation au Festival du vent 2007, en octobre.
- » L'Open Sky Creative Society a reçu 17 000 \$ pour présenter sa programmation lors du Open Sky Festival 2008, à Fort Simpson (dans les Territoires du Nord-Ouest), en juin.
- » La Vancouver Summer Festival Society a reçu 5 000 \$ pour sa série de quatre concerts classiques *Montreal Mornings*, qui ont mis en vedette des musiciens montréalais et qui ont eu lieu en 2007.

Des histoires pour tous et partout!

- » Renée Robitaille, de Montréal, a reçu 2 300 \$ pour participer au Festival international du conte à Brazzaville (au Congo), en avril 2007.
- » Mona Latif-Ghattas, de Montréal, a reçu 1 500 \$ pour présenter son spectacle de poésie *Ambre et Lumière* en Égypte et en Belgique, à la fin de 2006.
- » Janice Margaret Andrews, de Lanark (en Ontario), a reçu 770 \$ pour présenter son spectacle au Scottish Storytelling Centre, à Édimbourg, en décembre 2007.
- » La Maison internationale du conte, de Montréal, a reçu 4 155 \$ pour permettre à Stéphanie Bénéteau, à Myriame El Yamani et à Hassan El Hadi de participer au Festival Passeurs d'histoires et au Festival Ches Wèpes (en France) ainsi qu'au Festival Beyond Borders (au Pays de Galles) à l'été 2007.
- » Danielle Brabant, du Bic (au Québec), a reçu 3 000 \$ pour participer, en septembre 2007, au Festival Festmoc à Yaoundé (au Cameroun), au Festival De Fabula Baix Montseny en Catalogne (en Espagne) et au Festival Parole d'hiver à St-Brieuc, en Bretagne (en France).
- » Le Melbourne Writers' Festival (en Australie) a reçu 10 000 \$ pour soutenir la participation de quatre auteurs canadiens (Peter Behrens, Anita Rau Badami, Thomas Homer-Dixon et Cory Doctorow) en août et en septembre 2007.
- » Le Vestibule de la Parole de Poitiers, en France, a reçu 5 905 \$ pour la participation de six artistes acadiens au festival de contes Hommage à l'Acadie, en mai 2008.
- » Aida Maria da Fonsec Jordao a reçu 1 500 \$ pour se rendre à Macao (en Chine) afin de participer à la mise en lecture de *My Aunt's Neighbours* lors de la III International Conference: The Voice and Choice of Portuguese Women in the Diaspora in Macau and Elsewhere.

Alimenter la créativité

- » Le Red Sky Performance Theatre, de Toronto, a reçu 3 000 \$ pour appuyer les recherches de Colin McIntyre en Mongolie, en juin 2007, recherches portant sur la nouvelle œuvre de Red Sky, qui établit un lien entre les Olympiques de Beijing et celles de Vancouver.
- » L'organisme Newfoundland Dance Presenters a reçu 10 000 \$ pour inviter la célèbre artiste butô Denise Fujiwara, à St. John's, pour une résidence de trois semaines lui permettant de travailler avec des artistes locaux et de créer une nouvelle œuvre inspirée d'une traditionnelle histoire de fantôme de Terre-Neuve. L'œuvre a été présentée au Festival of New Dance, en mai 2007.

- » La chorégraphe Lynn Allison Snelling, de Montréal, a été invitée à titre d'enseignante spéciale dans le cadre du Choréodrome Project, en Angleterre, et, ensuite, à titre de participante à une création collective avec Alexander Baervoets, en Belgique, à l'été et à l'automne 2007. Elle a reçu 1 100 \$ pour ses frais de déplacement.
- » Scott Macmillan, de Halifax, a reçu 7 500 \$ pour composer une œuvre musicale intitulée *The Currents of Sable Island*.
- » La Zuppa Circus Theatre Company, de Halifax (en Nouvelle-Écosse), a reçu 9 000 \$ pour créer et mettre en scène une nouvelle œuvre intitulée *Jerome*.
- » Augusta Maria Dwyer, de Toronto, a reçu 9 000 \$ pour terminer son livre sur les mouvements sociaux populaires de cinq pays en développement et sur la façon dont ces pays réduisent la pauvreté.
- » Andrew Jonathan Watson, de Montréal, a reçu 4 000 \$ pour mettre en scène une nouvelle installation médiatique intitulée *Standing Still You Won't Be Forgotten*.
- » La danseuse Nicole Mion, de Calgary, a reçu 20 000 \$ de l'Initiative de développement créatif de l'Alberta pour créer le deuxième volet de sa vidéo/danse *18 Frames*.

Peaufiner son talent

- » Kiran Ahluwalia, actuellement établie à New York, a reçu 6 500 \$ pour étudier la composition et le chant indiens pendant six semaines avec Vithal Rao à Hyderabad, en Inde.
- » Geneviève Plante, d'Otterburn Park (au Québec), a reçu 5 000 \$ pour étudier la trompette avec Paul Merkalo, à Montréal, pendant trois mois.
- » Margaret Little, d'Outremont (au Québec), a reçu 10 000 \$ pour étudier le répertoire solo de la viole de gambe pendant un an.
- » L'altiste Janice LaMarre, de Barrie (en Ontario), actuellement établie à New York, a reçu une subvention de voyage de 1 500 \$ pour participer à un atelier de maître du International Musicians Seminar à Prussia Cove (au Royaume-Uni), en mars 2008.
- » Dans le nord de l'Ontario, la Wikwemikong Heritage Organization a reçu 10 000 \$ pour enseigner aux jeunes filles et aux jeunes garçons leurs rôles et responsabilités dans la présentation de la cérémonie de la robe à franges, du tambour et de la hutte, cérémonie vieille de 70 ans.
- » Wesley Connor et Sonia Norris, tous deux de Toronto, ont reçu 2 000 \$ chacun pour les aider à défrayer les coûts de leurs ateliers sur le masque théâtral et la création collective au Festival international des arts de Harare (au Zimbabwe), en mai 2007.

- » Raymond Schryer, de Sault Ste-Marie (en Ontario), a reçu 1 500 \$ pour participer, à titre de juge et d'exposant, à un concours international de lutherie en Slovaquie, en avril 2007
- » Artcirq a reçu 22 000 \$ pour inviter 12 artistes de cirque de renommée nationale à donner des ateliers et des séances de mentorat aux jeunes d'Iqaluit et à collaborer avec d'autres artistes autochtones dans le cadre du Festival des arts d'Alianait.

À bien y penser...

- » Greg Bellerby, de Vancouver, a reçu 19 500 \$ pour entreprendre une étude critique et approfondie de l'architecture domestique moderne de la région de Vancouver, de 1940 à nos jours, étude qui fera l'objet d'une publication.

Premières

- » Le compositeur Pui Ming Lee a reçu 500 \$ pour assister à la première de son œuvre intitulée *Awakening*, interprétée par la Bay Atlantic Symphony au New Jersey, en mai 2008.
- » Vern Thiessen, actuellement établi à Astoria (dans l'État de New York), a reçu 750 \$ pour assister à la première américaine de sa pièce *Apple* à Chicago.
- » Le dramaturge autochtone Drew Hayden Taylor, de Curve Lake (en Ontario), a reçu 750 \$ pour se rendre à New York et à Washington afin d'assister à la première de sa pièce *The Berlin Blues* au National Museum of the American Indian et de participer au forum qui a suivi la représentation.

De l'art plein la vue

- » La Galerie d'art Beaverbrook de Fredericton (au Nouveau-Brunswick) a reçu 7 000 \$ pour l'acquisition de *Self Portrait* de S. May; de *Dogs* de S. Scott; de *The Chef and Ernie Banks* de J. Wilson; et des œuvres *The fact is ...*, *The richness ...*, *Free to ignore ...*, *We know ...* et *There are no tidy ...*, toutes de D. Steeves.
- » En Ontario, l'organisme Whitby Arts Incorporated a reçu 2 000 \$ pour l'exposition *Greg Staats. Reciprocity and Six Nations automnemonics*.
- » La Banque d'œuvres d'art du Conseil a donné 40 œuvres au Musée d'art du Centre de la Confédération, qui ont été exposées dans quatre écoles en milieu rural de l'Île-du-Prince-Édouard. Les étudiants, qui ont rarement la chance de voir de telles œuvres de si près, ont aussi participé à des ateliers et à des activités créatrices inspirées de ces œuvres.

En d'autres mots...

- » Cormorant Books, de Toronto, a reçu 1 500 \$ pour la traduction de Sheila Fischman du livre de Jacques Poulin intitulé *Les yeux bleus de Mistassini*.
- » Leméac Editeur, de Montréal, a reçu 4 600 \$ pour la traduction de Lori Saint-Martin et Paul Gagné de l'œuvre de Stephanie Nolen intitulée *28: Stories of AIDS in Africa*.
- » All Prints Distributors and Publishers, de Beyrouth (au Liban), a reçu 4 000 \$ pour la traduction arabe de Rana Saifi du livre de Rawi Hage intitulé *De Niro's Game*. Le roman a été finaliste aux Prix littéraires du Gouverneur général de 2006 et a remporté le 2008 International IMPAC Dublin Literary Award, le mieux noté des prix littéraires au monde pour une œuvre de fiction en anglais.

En chair et en art

- » Mary Ellen Davis, de Montréal, a reçu 2 500 \$ pour présenter son documentaire *Territoires* au Festival international du documentaire de Beyrouth, en décembre 2007.
- » Darryl Miller, de Cupar (en Saskatchewan), a reçu 1 500 \$ pour présenter *Dark One* au 50^e Festival international du documentaire et du film d'animation de Leipzig – DOK Leipzig (en Allemagne) et au Festival international du documentaire de Jihlava (en République Tchèque), en octobre et en novembre 2007.
- » Anita Schoepp, de Montréal, a reçu 2 000 \$ pour présenter *Dedicated to Rebelsexuals* au Festival du film et de la vidéo sur la diversité sexuelle MIX Brasil, à São Paulo, en novembre 2007.
- » Ying-Yueh Chuang, de Toronto, a reçu 750 \$ pour installer son œuvre à l'exposition intitulée *Full and Spare: Ceramic in the 21st Century*, au musée des beaux arts de la Florida State University, en février 2008.

Derrière les rideaux

- » La Young Alberta Book Society a reçu 4 000 \$ pour la conception de son nouveau site web.
- » La Grunt Gallery, de Vancouver, a reçu 8 000 \$ pour effectuer une étude et une planification organisationnelles.

Célébrer l'excellence

- » Naim Kattan, de Montréal, a obtenu une subvention de voyage de 1 000 \$ pour recevoir le Prix Hervé-Deluen de l'Académie française à Paris, en novembre 2007.
- » Vivian Jeanette Kaplan, de Toronto, a obtenu une subvention de voyage de 1 500 \$ pour recevoir le premier prix de l'Association des femmes juives d'Italie pour son livre intitulé *Ten Green Bottles*, à Rome, en octobre 2007.

2007-2008

1997-1998

Une décennie en perspective : 1998-2008

	2007-2008	1997-1998
Crédit parlementaire	182,5 M\$	114,0 M\$
Financement total aux arts ¹	164,6 M\$ 84,2 %	103,9 M\$ 87,2 %
Services à la communauté artistique ²	4,6 M\$ 2,4 %	1,4 M\$ 1,2 %
Frais administratifs	24,7 M\$ 12,6 %	12,9 M\$ 10,8 %
Commission canadienne pour l'UNESCO ³	1,6 M\$ 1,8 %	0,929 M\$ 0,8 %
Total des dépenses	195,5 M\$ 100,0 %	119,1 M\$ 100,0 %
Nombre de demandes de subventions ⁴	14 768	10 861
Nombre de subventions attribuées ⁴	6 966	4 593
Nombre de paiements du Droit de prêt public aux auteurs	15 993	11 151
Nombre d'employés ⁵	205	134

1 Inclut les subventions, les prix et les bourses, les acquisitions de la Banque d'œuvres d'art et les paiements du Droit de prêt public.

2 Inclut les coûts associés aux comités de pairs, aux comités consultatifs des disciplines artistiques, aux ateliers et aux autres services professionnels offerts à la communauté artistique (p. ex., les services des coordinateurs de la Brigade volontaire).

3 Inclut les dépenses des programmes et des frais administratifs.

4 Exclut certains prix et certaines subventions (p. ex., le Programme Killam), les acquisitions de la Banque d'œuvres d'art et le Programme du droit de prêt public.

5 En 1994-1995, soit avant une importante réduction des frais administratifs et de l'effectif, le Conseil des Arts comptait 268 employés.

Indicateurs artistiques

43
milliards \$

retombées des arts et de la culture sur l'économie canadienne
(Statistique Canada, 2003)

4,4 %

part que reçoit le Conseil des Arts par rapport aux dépenses du gouvernement fédéral en matière de culture (2007-2008)

164,6
millions \$

investissement total du Conseil dans les arts (2007-2008)

23 500 \$

revenu annuel moyen d'un artiste (Recensement de 2001)

600 000

nombre de personnes employées dans le secteur artistique et culturel (Statistique Canada, 2001)

685

nombre de collectivités dans lesquelles des artistes et des organismes artistiques ont reçu une aide financière du Conseil des Arts en 2007-2008

29 %

augmentation du nombre d'artistes, de 1991 à 2001 (Recensement de 2001)

0,08 %

pourcentage du budget du Conseil par rapport aux dépenses totales du gouvernement fédéral (2007-2008)

5,54 \$

pouvoir d'achat annuel du Conseil par Canadien (2007-2008)

86 %

pourcentage des Canadiens et des Canadiennes ayant assisté à un événement culturel ou artistique au cours de la dernière année (Ministère du Patrimoine canadien, 2007)

72 %

pourcentage des Canadiens et des Canadiennes qui croient que les événements artistiques et culturels jouent un rôle important dans l'amélioration de leur qualité de vie (Ministère du Patrimoine canadien, 2007)

Aperçu financier

Points saillants

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, le Conseil des Arts du Canada a adopté de nouvelles normes sur les instruments financiers conformément à divers chapitres du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Par suite de l'adoption de ces normes, le Conseil présente ses placements à leur juste valeur, et tout gain ou perte latent est comptabilisé comme cumul des autres éléments du résultat étendu, une nouvelle composante de l'avoir. Le Conseil présente également un nouvel état du résultat étendu. Les soldes d'ouverture ont été rajustés pour refléter l'adoption des nouvelles normes.

En mai 2006, le gouvernement a annoncé une hausse de 50 millions de dollars des crédits parlementaires, soit une hausse de 20 millions de dollars en 2006-2007 et de 30 millions de dollars en 2007-2008, ce qui explique l'augmentation de 10 millions de dollars du crédit parlementaire pour l'exercice en regard de l'exercice précédent. Les placements ont affiché un rendement négatif de 9,0%, soit une baisse significative comparativement à l'exercice précédent, qui est attribuable aux déclins accusés par les marchés boursiers mondiaux et à la hausse du dollar canadien. À l'opposé, le Conseil a touché des revenus de placement de 20,0 millions de dollars, desquels un montant de 11,0 millions de dollars sera réinvesti dans sa réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement. Les dépenses de programmes ont augmenté de 12,5 millions de dollars, hausse directement liée à celle du crédit parlementaire. Les dépenses liées à l'administration générale du Conseil ont augmenté de 2,0 millions de dollars, ce qui s'explique par la hausse des salaires et des avantages sociaux, ainsi que des coûts des locaux et des services professionnels. En 2007-2008, le Conseil des Arts du Canada a enregistré un excédant pour l'exercice de 9,7 millions de dollars.

Bilan au 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
Total de l'actif	356 633 \$	373 806 \$
Total du passif	48 093	48 958
Total de l'avoir	308 540	324 848

État des résultats pour les exercices terminés le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
Crédit parlementaire	182 507 \$	172 507 \$
Revenus nets de placement	19 991	25 929
Autres revenus	2 690	1 529
Total des revenus	205 188	199 965
Programmes	179 900	167 370
Commission canadienne pour l'UNESCO	1 614	1 784
Administration générale	13 997	12 015
Total des dépenses	195 511	181 169
Résultats nets pour l'exercice	9 677 \$	18 796 \$

Bilan

Par suite de l'adoption des nouvelles normes sur les instruments financiers, le Conseil a été tenu de classer ses actifs financiers comme détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente, et ses passifs financiers soit comme détenus à des fins de transaction, soit comme autres passifs. Le tableau suivant présente les actifs et les passifs financiers qui ont nécessité d'être évalués conformément aux nouvelles normes ainsi que le classement de chacun.

Actif ou passif financier	Classement
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction
Créances	Prêts et créances
Placements	Disponibles à la vente
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction
Subventions à payer	Autres passifs
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs

Actif

Au 31 mars 2008, le total de l'actif à court terme s'établissait à 40,5 millions de dollars, en hausse de 8,3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'actif à court terme se compose de l'actif qui, dans le cours normal des activités, est destiné à être converti en espèces ou à être dépensé pendant l'année à venir. Il comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les revenus de placement à recevoir, les créances, les frais payés d'avance et les instruments financiers dérivés. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont connu la plus forte hausse.

Pour l'exercice considéré, les équivalents de trésorerie se composent de deux fonds communs à court terme gérés par un gestionnaire de portefeuille professionnel. Le premier fonds, qui

représente le placement temporaire de l'excédent des besoins de liquidité quotidiens du Conseil, a reculé, passant de 30,9 millions de dollars au 31 mars 2007 à 17,6 millions de dollars au 31 mars 2008. Ce recul s'explique par les paiements de subventions qui s'étaient accumulés au 31 mars 2007 et par le report d'un retrait d'espèces du portefeuille jusqu'à ce que le marché reprenne de la vigueur. Ce fonds commun à court terme a dégagé un rendement de 4,81 % en 2007-2008 et sa durée moyenne a été de 53 jours (rendement de 4,24 % et durée moyenne de 72 jours en 2006-2007).

Le second fonds est un nouveau fonds à court terme d'une valeur de 24,3 millions de dollars qui a été créé au cours de l'exercice 2007-2008 au moyen du produit tire de la vente de placements. Il servira à financer l'investissement futur du Conseil dans des parts d'un fonds d'infrastructure et ses placements immobiliers. Ce fonds commun à court terme a dégagé un rendement de 3,28 % et sa durée moyenne a été de 53 jours (néant en 2006-2007).

Au 31 mars 2007, les placements étaient présentés au bilan à leur coût d'origine, qui s'établissait à 318,1 millions de dollars. Le 1^{er} avril 2007, conformément aux nouvelles normes sur les instruments financiers, les placements du Conseil ont été rajustés à leur valeur comptable, qui s'est établie à 344,1 millions de dollars. Le gain latent de 26,0 millions de dollars découlant de ce rajustement a été inscrit dans l'avor comme cumul des autres éléments du résultat étendu et divisé entre les actifs disponibles à la vente (20,7 millions de dollars) et les contributions de non-propriétaires (5,3 millions de dollars). Au 31 mars 2008, la valeur comptable des placements du Conseil était de 292,5 millions de dollars. Celle-ci ne tenait pas compte d'un montant de 24,3 millions de dollars qui était présenté dans les équivalents de trésorerie et qui était destiné à l'investissement à long terme et futur du Conseil dans les infrastructures et l'immobilier. Les placements ont accusé une baisse de 51,6 millions par suite de leur rajustement à la valeur comptable, qui s'est établie à 344,1 millions de dollars et qui a été comptabilisée le 1^{er} avril 2007. Le recul de la valeur comptable reflète la baisse marquée des marchés boursiers mondiaux principalement sous l'effet de l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis en août 2007 et de la détérioration des conditions des marchés mondiaux du crédit. Le secteur financier a été fortement touché par ces événements du fait que des institutions financières d'importance ont été forcées de déprécier leurs actifs, au détriment de leur bénéfice. En outre, l'incertitude concernant la santé du système financier, un autre ralentissement du marché de l'habitation américain ainsi que des prix du pétrole élevés et record ont laissé entrevoir une récession aux États-Unis et un ralentissement économique à l'échelle mondiale.

Le Conseil investit dans des parts de fonds communs administrés par des gestionnaires de portefeuilles professionnels. Les placements sont orientés par un *Énoncé des politiques et objectifs de placement*, qui est approuvé par le conseil d'administration et mis à disposition par le Conseil. Les objectifs du portefeuille consistent à générer des rendements réels sur le long terme, afin de compléter le crédit parlementaire et de financer les bourses et prix offerts

grâce aux fonds Killam et aux fonds spéciaux, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de dotation. Les fonds Killam et les fonds spéciaux représentent les contributions de non-propriétaires qui ont été reçues sous forme de dons et de legs et qui ont été grevées d'affectations pour des raisons précises par les donateurs. Les fonds Killam doivent être conservés dans un portefeuille de placement distinct qui est consolidé aux fins d'établissement de rapports. Les fonds spéciaux sont compris dans le portefeuille de placement du Conseil, et une part proportionnelle pour chaque contribution est calculée selon la juste valeur du portefeuille de placement au moment où la contribution a été reçue.

Pour la gestion et le suivi de son portefeuille, le Conseil est assisté d'un comité de placements formé d'experts indépendants possédant une expérience du domaine des placements et des catégories d'actifs dans lesquelles les placements sont effectués. Des membres du conseil d'administration siègent également au comité. En outre, le Conseil a recours aux services d'un conseiller en placements indépendant ayant pour fonction d'épauler le comité de placements dans ses activités.

Chaque année, le comité de placements examine la politique de placement du Conseil et, au fil de l'évolution des marchés, il recommande des rajustements à la composition de l'actif afin de refléter les tendances de la conjoncture. Cette année, le comité de placements a examiné la diversification de la structure de gestion, en portant une attention particulière aux risques du portefeuille. Il a examiné l'incidence que tout changement pourrait avoir sur le portefeuille et, avec l'approbation du conseil d'administration, a modifié les objectifs en matière de composition de l'actif. Le tableau ci-dessous présente la composition comparée de la composition réelle de l'actif, ainsi que les objectifs en matière de composition de l'actif pour le portefeuille.

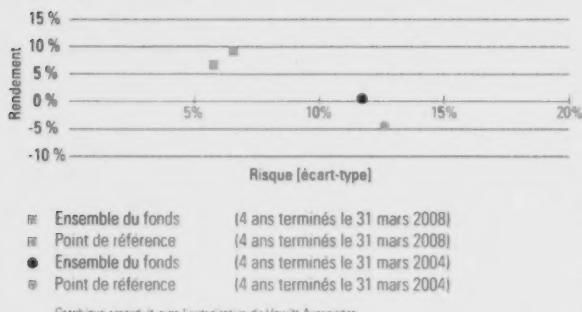
Placement	Composition de l'actif 2007-2008		Composition de l'actif 2007-2008	
	Réelle	Objectifs	Réelle	Objectifs
Marchés boursiers mondiaux	62,0 %	61,0 %	65,9 %	62,0 %
Obligations canadiennes	23,9 %	20,0 %	19,2 %	20,0 %
Alternatifs	11,3 %	10,0 %	10,3 %	10,0 %
Immobilier	2,0 %	4,0 %	0,9 %	4,0 %
Infrastructure	0,8 %	5,0 %	-	-
Fiducies de revenu	-	-	3,7 %	4,0 %

Le Conseil continue de se diriger vers un portefeuille de placement reflétant ses objectifs pour chaque catégorie d'actifs, conformément à sa politique de placement.

Au cours des quatre dernières années, le conseiller en placements du Conseil a fourni au comité de placements des renseignements montrant que la diversification des catégories d'actifs réduit le risque global d'un portefeuille. Par conséquent, le comité de placements a prudemment recommandé d'apporter des modifications au portefeuille en vue de réduire le risque. Le graphique I porte sur le risque par rapport au rendement et compare la composition de

l'actif du Conseil d'il y a quatre ans à celle au 31 mars 2008. L'axe horizontal représente le niveau de risque et l'axe vertical, le rendement. Le graphique montre que, bien que le portefeuille comporte un risque supérieur au point de référence, le niveau de risque a diminué grâce à la plus grande diversification du portefeuille.

Graphique I : Analyse du risque par rapport au rendement



Au cours de l'exercice, le Conseil a réalisé des pertes nettes en capital de 445 000 dollars découlant de la vente de ses placements dans des fiducies de revenu individuelles et d'une partie de son portefeuille d'actions internationales. Le produit tiré de ces ventes est investi dans un fonds commun à court terme et est présenté comme équivalents de trésorerie. Au cours des deux à trois prochains exercices, il servira à financer l'investissement du Conseil dans les parts d'un fonds d'infrastructure et ses placements immobiliers. Afin de réduire le risque de change lié au raffermissement du dollar canadien, le comité de placements a retrouvé un programme servant à minimiser les effets de la fluctuation du cours des devises en couvrant 50 % de la tranche non libellée en dollars canadiens du portefeuille, à l'exception de la composante marchés émergents. Au cours de l'exercice, ce programme a entraîné une perte nette de change de 503 000 dollars.

Les œuvres d'art et instruments de musique sont inscrits au bilan du Conseil pour une valeur de 20,1 millions de dollars, au 31 mars 2008, soit une hausse nette de 371 000 dollars par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, la Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts a acquis 85 nouvelles œuvres d'un montant total de 398 000 dollars et s'est déparée d'œuvres d'une valeur de 27 000 dollars. La Banque d'œuvres d'art possède la plus vaste collection d'art contemporain canadien au pays, qui compte environ 17 400 œuvres. Elle offre également des œuvres d'art en location à des sociétés intéressées des secteurs public et privé. La Banque d'œuvres d'art est en droit de reaffecter tout excédent d'exploitation à l'acquisition de nouvelles œuvres d'art. La Banque d'instruments de musique du Conseil des Arts, quant à elle, possède ou prend soin de 13 instruments de musique à cordes et d'un archet de violoncelle de qualité et d'une grande valeur historique. Les instruments sont prêtés à de jeunes musiciens talentueux.

Les autres immobilisations comprennent le matériel de bureau et les améliorations locatives. Elles ont baissé de 270 000 dollars au cours de l'exercice. L'amortissement a compensé la valeur des acquisitions.

Passif

Au 31 mars 2008, le solde cumulé des passifs à court terme s'établissait à 43,2 millions de dollars, en baisse de 1,0 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le passif à court terme se compose du passif destiné à être acquitté pendant l'année à venir, dans le cours normal des activités. Il a été porté aux dépenses du Conseil pour l'exercice 2007-2008 et comprend les subventions à payer, les créateurs et les charges à payer, les instruments financiers dérivés ainsi que les crédits parlementaires reportés. Les principaux changements par rapport à l'exercice précédent concernent les subventions à payer, lesquelles ont accusé une baisse de 5,8 millions de dollars attribuable aux paiements à des bénéficiaires de subventions qui s'étaient accumulés au 31 mars 2007; aux crédits parlementaires reportés, qui ont diminué de 725 000 dollars, et aux instruments financiers dérivés de 5,5 millions de dollars, qui correspondent à la perte de change sur les contrats à terme pour le mois de mars 2008. Cette perte sera seulement réglée au début d'avril 2008.

Les autres éléments du passif comprennent les revenus reportés, lesquels correspondent aux revenus de location de la Banque d'œuvres d'art perçus d'avance et à la part non amortie de l'avantage incitatif relatif au bail reçu du locateur du Conseil, le Groupe Immobilier Oxford; et les avantages sociaux futurs des employés, qui correspondent au droit à une prestation de départ ou de retraite des employés du Conseil. Ils augmentent généralement avec chaque année de service additionnelle gagnée par les employés.

Avoir

Au 31 mars, l'avoir se composait des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	2008	2007
Avoir		
Surplus d'apport	50 000 \$	50 000 \$
Bénéfices non répartis	13 796	15 517
Cumul des autres éléments du résultat étendu	55 881	81 839
Réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement	168 745	157 745
Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique	20 118	19 747
	308 540 \$	324 848 \$

Un montant de 50 millions de dollars continue d'être constaté dans le surplus d'apport comme la contribution initiale du gouvernement, qui constituait un fonds de dotation lorsque le Conseil a été fondé, en 1957.

Les bénéfices non répartis d'un montant de 13,8 millions de dollars comprennent les budgets des subventions non dépensés des exercices précédents et un solde des fonds non engagés afin de permettre le bon déroulement des activités du Conseil.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est une nouvelle composante de l'avoir qui découle de l'adoption des nouvelles normes sur les instruments financiers, le 1^{er} avril 2007. Le cumul des autres éléments du résultat étendu se compose de deux éléments : les actifs financiers disponibles à la vente et les contributions de non-propriétaires et grevées d'affectation. Les actifs disponibles à la vente comprennent le gain ou la perte latents sur le reclassement des actifs financiers du Conseil à la juste valeur en date du 31 mars et le reclassement dans les résultats de tout gain ou de toute perte sur la cession de placements ayant déjà été constatés dans cette composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Avant le 1^{er} avril 2007, les contributions de non-propriétaires étaient classées comme contributions reportées et dotations privées, chacune étant présentée au bilan à titre de passif. Les contributions de non-propriétaires comprennent les contributions reçues sous forme de dons ou de legs qui ont été grevées d'affectations pour des raisons précises par les donneurs; tout revenu attribué aux contributions de non-propriétaires qui n'a pas été exigé au cours de l'exercice pour les fins énoncées de la contribution; la part proportionnelle du gain ou de la perte latents sur le reclassement des placements du Conseil à la juste valeur en date du 31 mars; et le reclassement dans les résultats de tout gain ou perte sur la cession de placements déjà constatés dans cette composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Au cours de l'exercice, le Conseil a reçu un legs de 1,1 million de dollars de la succession d'Edith Davis Webb.

La réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement a augmenté de 11,0 millions de dollars au cours de l'exercice du fait que les revenus de placement ont dépassé ceux prévus au budget. Selon la politique du Conseil, lorsque les revenus de placement d'un exercice dépassent ceux prévus au budget, le montant excédentaire est viré des bénéfices non répartis à la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement. Le total de 168,7 millions de dollars en date du 31 mars 2008 représente la somme des rendements excédentaires des placements, depuis la fondation du Conseil. Le solde de l'avoir correspond à la constatation comme une réserve d'un montant équivalant à la valeur de ses œuvres d'art et instruments de musique.

États des résultats

Etat des résultats sommaire pour les exercices terminés le 31 mars

	2008 (en milliers de dollars)	2008 Réel	2008 Budget	2007 Réel
Revenus				
Credit parlementaire	182 507 \$	182 161 \$	172 507 \$	
Revenus nets de placement	19 991	8 770	25 929	
Revenus (coûts) nets de la Banque d'œuvres d'art	206	(26)	300	
Autres	2 484	901	1 229	
	205 188	191 806	199 965	
Dépenses				
Programmes	179 900	175 355	167 370	
Commission canadienne pour l'UNESCO	1 614	2 165	1 784	
Administration générale	13 997	14 207	12 015	
	195 511	191 727	181 169	
Résultats nets pour l'exercice	9 677 \$	79 \$	18 796 \$	

Le Parlement accorde des crédits annuels au Conseil. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, le montant du crédit s'est établi à 182,5 millions de dollars, soit une hausse de 10,0 millions de dollars par rapport à 2006-2007. Dans le cadre du budget fédéral de mai 2006, le Conseil a reçu un financement additionnel de 50,0 millions de dollars sur deux ans, soit 20,0 millions de dollars en 2006-2007 et 30,0 millions de dollars en 2007-2008. En juillet 2007, le gouvernement a annoncé que le crédit parlementaire accordé au Conseil serait augmenté de 30,0 millions de dollars à compter de l'exercice 2008-2009.

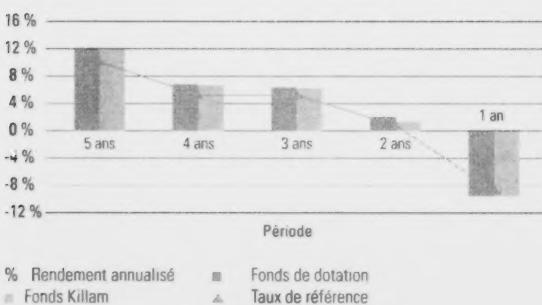
Les marchés financiers sur lesquels investit le Conseil sont très diversifiés et, en 2007-2008, la dotation et fonds spéciaux ainsi que les fonds Killam ont dégagé un rendement négatif annualisé sur un an de 9,0 %. Les portefeuilles ont été touchés de façon négative par l'effondrement du marché américain en août 2007 des prêts hypothécaires à risque, qui a entraîné la détérioration des conditions des marchés mondiaux du crédit du fait que les institutions financières ont continué de radier d'importantes quantités d'actifs, ainsi que par une hausse du dollar canadien et une érosion de la confiance des consommateurs attribuable aux prix élevés et record du pétrole, à l'incertitude concernant la santé du système financier et à un ralentissement du marché de l'habitation américain.

Par opposition au faible rendement des fonds, le Conseil a constaté des revenus nets de placement s'établissant à 20,0 millions de dollars, ce qui a représenté une baisse de 5,9 millions de dollars en regard de 2006-2007, mais une hausse de 11,2 millions de dollars par rapport à ce qui avait été prévu au budget. Avant août 2007, le fonds d'actions internationales géré par Franklin Templeton a permis une prise des profits qui s'étaient accumulés au sein du fonds et a distribué 14,4 millions de dollars au Conseil. Le total des dividendes et des intérêts au montant de 24,5 millions de dollars, en hausse de 13,2 millions de dollars en regard de 2006-2007, a représenté la plus importante part des revenus de placement.

pour l'exercice. Les pertes nettes de change sur les contrats à terme s'établissant à 503 000 dollars, en hausse de 2,1 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, ont été attribuables aux fluctuations du cours du dollar canadien. Les pertes nettes sur la cession de placements se sont établies à 445 000 dollars comparativement aux gains nets s'élevant à 24,5 millions de dollars qui ont été inscrits à l'exercice précédent. En 2006-2007, le Conseil a comptabilisé d'importants gains en capital découlant de la vente de l'un de ses fonds d'actions internationales.

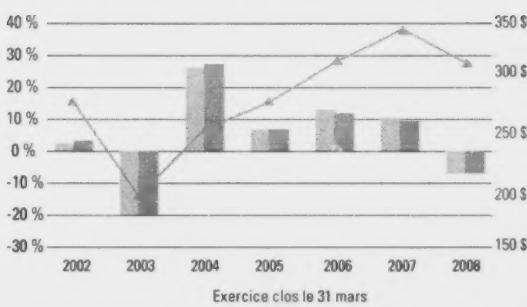
Le graphique II ci-dessous montre le rendement annualisé pour les cinq derniers exercices de la dotation et fonds spéciaux et des fonds Killam en regard du taux de référence.

Graphique II : Rendement annualisé du portefeuille



Selon la politique de placement du Conseil, des sommes en espèces peuvent être retirées du portefeuille à raison de 4,5 % de la moyenne de la valeur marchande du portefeuille pour les trois années précédentes, en fonction des soldes constatés le 30 septembre, date retenue pour la prévision budgétaire des revenus de placements. Le graphique III ci-dessous représente le rendement annuel des placements du Conseil depuis 2002, ainsi que leur influence sur la valeur marchande en fin d'exercice. Il rend également compte des fluctuations du rendement des marchés de fonds d'investissements d'une année à l'autre. Lorsque les revenus de placement dépassent ceux prévus au budget, le Conseil réinvestit l'excédent afin d'alimenter la croissance du fonds. Ce réinvestissement est aussi destiné à rapprocher la valeur du portefeuille de la valeur actualisée de la dotation initiale effectuée en 1957. Cette approche proactive contribue à fournir au Conseil une stabilité supplémentaire et un rendement à long terme. Lors des exercices où les revenus de placement ne sont pas aussi favorables que prévu, le conseil d'administration peut approuver l'utilisation des revenus capitalisés d'exercices précédents, qui sont représentés par la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement, un élément de l'avoird du bilan.

Graphique III : Rendement annuel du portefeuille



% Rendement annuel ▲ \$ Valeur marchande (000 \$)
■ Fonds de dotation ■ Fonds Killam

Les revenus nets de la Banque d'œuvres d'art, qui se sont établis à 206 000 \$, ont été supérieurs à ceux qui avaient été prévus pour l'exercice, mais inférieurs au montant de 300 000 \$ qui a été comptabilisé pour l'exercice précédent. Cela s'explique surtout par la réception, en 2006-2007, d'un remboursement inattendu de la taxe foncière et par l'augmentation, en 2007-2008, des frais de déplacements.

Les autres revenus comprennent les montants correspondant aux subventions annulées accordées au cours des exercices précédents, les revenus de location des salles du Conseil, les dons, les remboursements de taxes et autres. Ces revenus peuvent varier d'une année à l'autre et ont augmenté de 1,3 million de dollars, y compris une contribution s'élevant à 1,0 million de dollars provenant de la Alberta Foundation for the Arts dans le cadre d'un partenariat triennal avec le Conseil.

Les dépenses de programmes pour les exercices terminés le 31 mars incluent les trois éléments suivants :

(en milliers de dollars)	2008	2007
Subventions	164 632 \$	152 645 \$
Services	4 600	4 699
Administration	10 668	10 026
	179 900 \$	167 370 \$

En 2007-2008, les dépenses de programmes ont représenté plus de 92 % des dépenses totales du Conseil, soit la même proportion qu'à l'exercice précédent, qui se sont élevées à 195,5 millions de dollars. Comme l'indique le tableau ci-dessus, elles se composent de trois éléments. Les subventions aux artistes et aux organisations artistiques ont représenté plus de 91,5 % des dépenses de programmes totales et ont augmenté de 12,0 millions de dollars au cours de l'exercice considéré en raison de la hausse du crédit parlementaire. Les services comprennent le soutien supplémentaire offert à la communauté artistique, à savoir les dépenses relatives aux ateliers, aux comités d'évaluation de pairs des programmes et à la participation à des comités consultatifs. Les frais d'administration représentent les coûts directs de la

prestation des programmes du Conseil. Ces coûts, qui englobent les salaires, les avantages sociaux, les frais de déplacements et les services professionnels, ont connu une augmentation de 642 000 dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique surtout par les hausses des salaires et des avantages sociaux.

La Commission canadienne pour l'UNESCO exerce ses activités sous l'égide du Conseil des Arts du Canada. Elle a dépensé 1,6 million de dollars en 2007-2008, soit une baisse de 170 000 dollars en regard de 2006-2007. La Commission coordonne les activités relatives à la réalisation des programmes de l'UNESCO au Canada, favorise la participation du Canada à des projets menés à l'étranger, notamment aux programmes d'aide et de conseils spécialisés offerts par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle conseille également le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'établissement des futurs programmes et budgets de l'UNESCO. Enfin, à l'échelle nationale, elle prend des initiatives en vue de promouvoir et de faire connaître les objectifs des programmes de l'UNESCO.

Les dépenses liées à l'administration générale incluent les coûts des services généraux (finances, ressources humaines et gestion de l'information), de la gouvernance, des communications et des partenariats. Elles englobent les salaires, les avantages sociaux, les déplacements, l'amortissement, les locaux et autres. Ces coûts ont été plus élevés de 2,6 millions de dollars que ceux comptabilisés en 2006-2007; toutefois, ils étaient inférieurs de 210 000 dollars à ceux prévus au budget. L'augmentation est principalement attribuable aux frais supplémentaires en 2007-2008 liés à la préparation et à la distribution du plan stratégique et du plan d'action du Conseil pour la période de 2008-2011, aux augmentations des salaires et à la hausse des coûts des locaux, qui étaient moins élevés en 2006-2007 en raison d'un remboursement inattendu de la taxe foncière reçu par le Conseil.

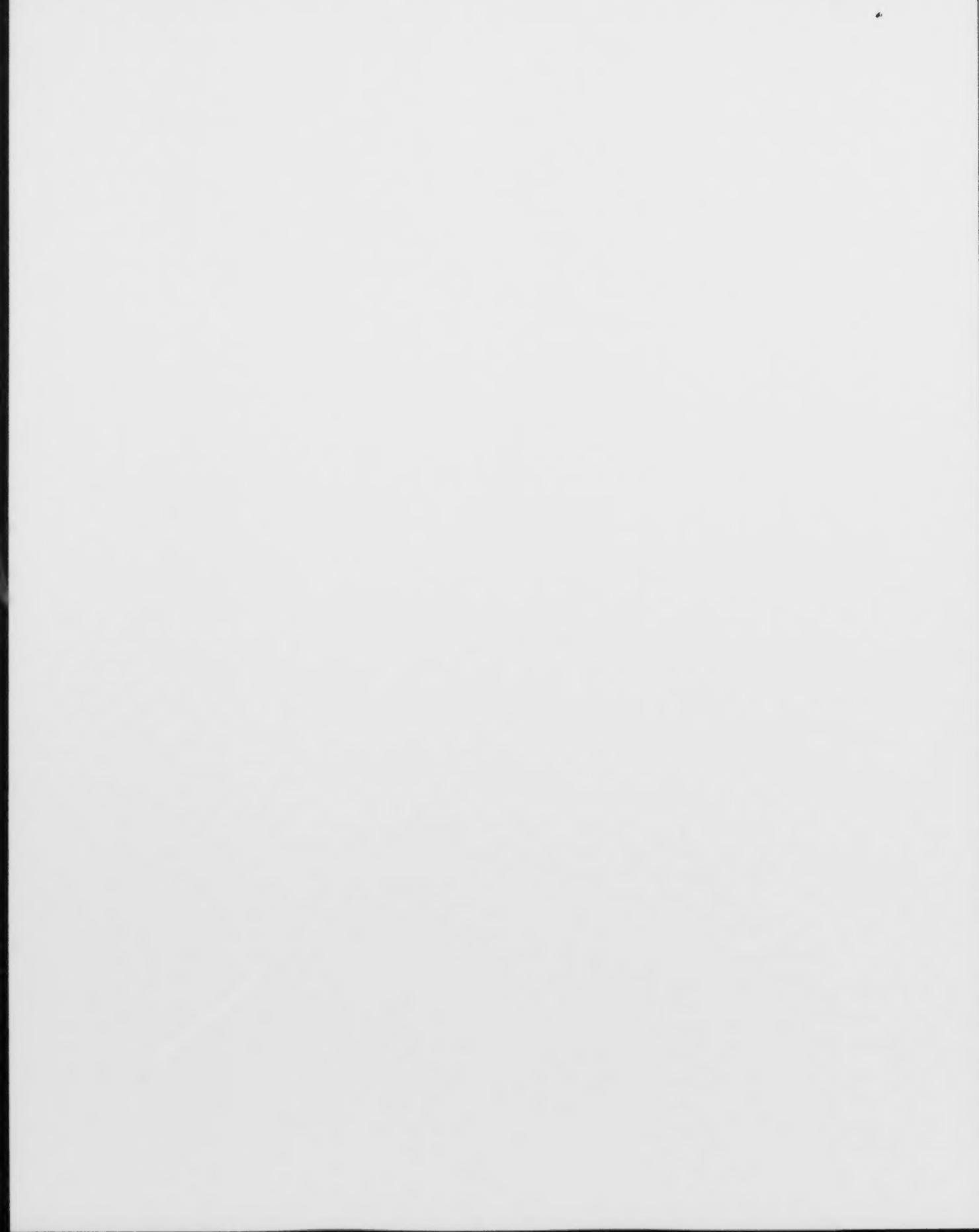
Notes de vérification

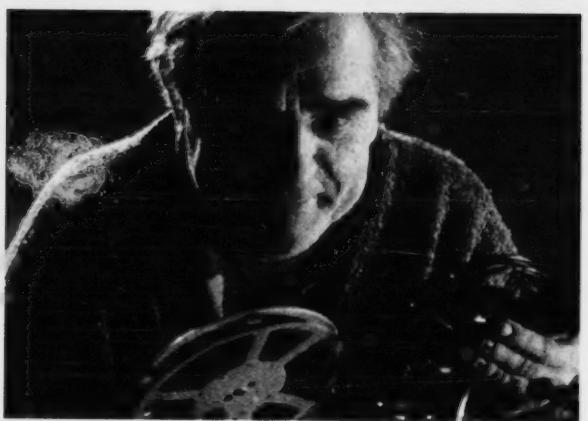
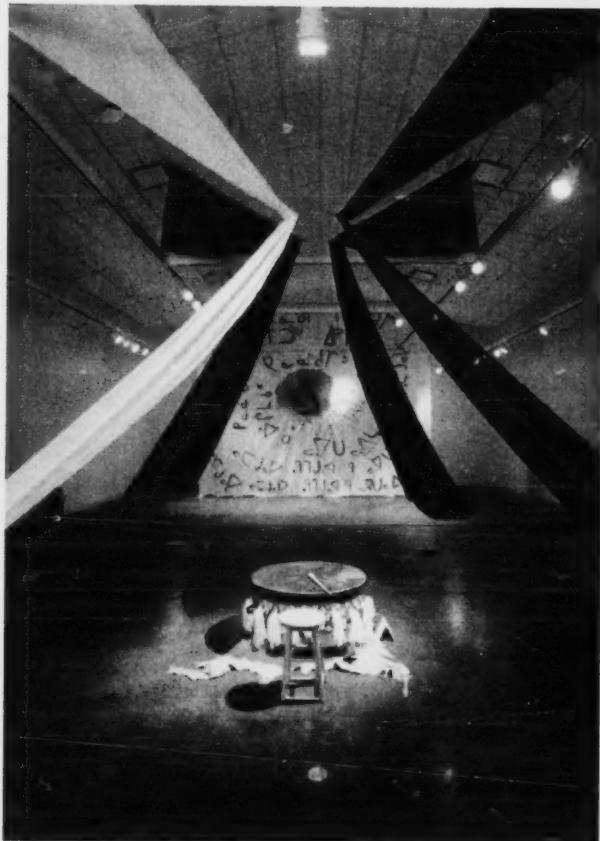
Conformément aux articles 131 à 148 de la section III de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil doit faire l'objet d'un examen spécial par le Bureau du vérificateur général tous les cinq ans. L'examen spécial a débuté au cours de l'exercice 2007-2008 et la remise du rapport final est prévue pour juin 2008. Les prestataires de services de vérification interne mandatés par le Conseil ont mis à jour le plan de vérification basé sur les risques en 2006-2007 et, au cours de l'exercice, l'initiative de suppléments au fonctionnement et les processus de paie ont été vérifiés. Une vérification des contrôles et du processus budgétaire de l'organisme est en cours et devrait se terminer en juin 2008.

Modifications comptables à venir

L'Institut Canadien des Comptables Agrés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables qui auront une incidence sur le Conseil : le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Ces normes accordent une grande importance aux informations à fournir sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont le Conseil gère ces risques. Elles sont décrites, ainsi que l'incidence de ces modifications, à la note 2 (l) afférente aux états financiers du Conseil et entreront en vigueur pour l'exercice 2008-2009.

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que le passage des principes comptables généralement reconnus du Canada aux normes internationales d'information financière aura lieu pour les exercices débutant le 1^{er} janvier 2011. L'incidence de cette transition sur les états financiers du Conseil n'a pas encore été établie; cependant, le Conseil a commencé à évaluer les effets qu'aura la mise en application des nouvelles normes sur ses activités.







Plus de 560 organismes artistiques répartis dans l'ensemble du Canada ont reçu des subventions du Conseil totalisant 33 millions de dollars dans le cadre d'un concours spécial visant à renforcer leur fonctionnement actuel en améliorant leurs activités artistiques ou administratives ou celles de développement des publics. Au nombre de ces organismes figurent le Royal Winnipeg Ballet, la plus ancienne compagnie de ballet du Canada. Acclamé dans près de 573 villes du monde entier, le RWB a effectué une tournée en Colombie-Britannique avec son ballet *Sleeping Beauty* [*La Belle au bois dormant*]. Sur la photo, les danseurs de la compagnie dans *Sleeping Beauty*. Photo : Bruce Monk

Les organismes artistiques jouent un rôle clé dans la promotion des arts. Avec sa quinzaine de musiciens de la Colombie-Britannique, Aventa Ensemble, établi à Victoria, fait découvrir la nouvelle musique au public de la côte Ouest et du Canada. La saison dernière, Aventa a présenté 25 œuvres canadiennes et commandé quatre nouvelles œuvres. Aventa puise aussi dans le répertoire international et établit aussi des partenariats internationaux qui ne passent pas inaperçus. L'opéra *On This Planet*, fruit de sa collaboration avec le Danemark, a connu un succès remarquable. Le critique Deryk Barker ne s'est pas contenté de qualifier le spectacle de magnifique, il y a assisté deux fois plutôt qu'une. Sur la photo, l'artiste danois Thomas Sandberg, dans *On This Planet* du compositeur danois Anders Norderntoft, sous la direction de Bill Linwood. Photo : Rob Destube

Au fil des ans, Common Weal Community Arts a développé un processus de création qui repose sur le dialogue entre les artistes et la collectivité. Établi à Regina et à Prince Albert, Common Weal est un chef de file national de la collaboration communautaire et artistique en Saskatchewan. Les projets artistiques de Common Weal sont des sources d'inspiration, de changement social et de responsabilisation collective, qui permettent aux gens de se raconter avec leurs propres mots. L'automne dernier, Common Weal présentait le volet artistique multidisciplinaire *Two Story Café* du Aboriginal Music and Arts Festival. L'événement musical, poétique et cinématographique mettait en lumière l'histoire et la culture de la région de Prince Albert. Photo de l'installation des objets réalisés au cours de la performance de Keith Bird et Sharon Pelletier, dans le cadre du *Two Story Café* organisé par Common Weal. Photo : Thomas Porter

L'histoire de *Picturing the Yukon* offre un exaltant condensé de la créativité cinématographique du Yukon. Scénarisé et réalisé par Richard Lawrence (aujourd'hui établi en Nouvelle-Écosse), produit par Rachel Grantham, Jeremy Edwards et Richard Lawrence, et distribué par Elsa Entertainment, cette première réalisation yukonnaise tournée en 35mm a remporté le prix « Réalisé au Yukon » du Festival international du court-métrage de Dawson City de 2008. De la tournée Picturing the Yukon : Yukon Films on Tour 2008 de la Yukon Film Society (YFS), *Picturing* a été présenté à Vancouver et à Calgary. Au printemps 2008, quelque 8 000 abonnés de la revue *Geist* ont pu regarder *Picturing* en visionnant l'anthologie DVD de courts-métrages yukonnais produite par la YFS. Sur la photo, Henry Woolf incarnant Otto dans *Picturing*. Photo : Douglas Scott

L'art change notre perception du monde. Avec ses expositions et ses performances réalisées par des artistes handicapés, le festival interdisciplinaire Abilities Arts Festival mérite non seulement le regard du public sur la créativité des personnes handicapées, mais s'assure que leur remarquable contribution artistique enrichit activement le milieu culturel canadien. Établi à Toronto depuis 2004, le Abilities Arts Festival présente des expositions et des performances d'artistes des scènes canadienne et internationale. L'œuvre *Division* du photographe albertain Kyle Riva a été présentée dans le cadre de l'exposition *Connection 3: "Exposed"* de l'édition 2007 du Abilities Arts festival.







Le Catalyst Theatre d'Edmonton livre des spectacles grandement acclamés au sein de sa communauté. En 2007, son *Frankenstein* remportait huit des prix de théâtre albertain Elizabeth Sterling Haynes (production musicale, création, actrice de soutien, décors, costumes, éclairages, musique, direction musicale). L'an prochain, *Frankenstein* effectuera une tournée à Whitehorse, Calgary et Saskatoon. Comme plus de 100 artistes et organismes artistiques albertain, Catalyst Theatre a reçu une subvention de l'initiative de développement créatif de l'Alberta, un nouveau programme conçu pour appuyer le développement des arts en Alberta. Sur la photo, Tracy Penner dans *Frankenstein* (costumes réalisés par Gretta Gerecke). Photo : Jackson Hinaton

■ Depuis 2002, l'organisme Nuit internationale du conte en Acadie (NICA) a sensibilisé au conte un vaste auditoire, dont une foule d'enfants de la maternelle à la 12^e année. La Nica a aussi créé un festival itinérant qui parcourt le Nouveau-Brunswick avec des conteurs de l'Acadie, du Canada et d'ailleurs. Sur la photo, le célèbre conteux acadien Alfred Léger, qui a participé au dernier festival. Photo : Béatrice Savoie-Mecking

■ Alex Cuba invente de nouvelles traditions cubaines en incorporant à sa musique des sons de funk et de jazz inédits. Au dernier gala des Juno, qui s'est déroulé à Calgary, en Alberta, ce jeune musicien de Smithers, en Colombie-Britannique, est reparti avec le prix du meilleur album de musique du monde. Photo : avec la permission de CARAS/iPhoto

■ Lorsque la Banque d'œuvres d'art du Conseil a remis trois séries d'estampes originales d'artistes canadiens à la Art Gallery of Nova Scotia (en 2005), cette dernière a créé, en collaboration avec le ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, un programme pour sensibiliser les jeunes de la Nouvelle-Écosse vivant en milieu rural aux arts visuels contemporains. Toujours à l'affût des derniers développements artistiques, la Banque s'est inspirée de Artreach pour créer, à l'occasion du 50^e anniversaire du Conseil, un programme pilote destiné aux institutions qui collectionnent des œuvres d'art et qui souhaitent réaliser des projets semblables. La Art Gallery of Nova Scotia a reçu la première subvention de ce programme. Sur la photo, un jeune de Dartmouth participant à un atelier du programme Artreach. Photo : Dan Callis

■ Le sculpteur montréalais David Altmejd a acquis une réputation internationale en participant aux biennales d'Istanbul et de Whitney. Cette année, il représente le Canada à la Biennale de Venise en arts visuels avec son colossal homme mi-nature mi-animal *The Giant 2*. Les œuvres d'Altmejd se retrouvent dans des collections telles celles du Guggenheim Museum et du Whitney Museum de New York. Photo : Ellen Page Wilson, avec la permission de Andrea Rosen Gallery, New York, © David Altmejd

■ Stan Douglas a exposé partout dans le monde. En 2007, son œuvre a fait l'objet d'une importante rétrospective à la Staatsgalerie Stuttgart, en Allemagne. Les prestigieuses éditions britanniques de livre d'art Phaidon Press ont classé le cinéaste vancouvérois au rang des 20 plus importants artistes contemporains au monde. Stan Douglas a remporté le Prix Bell d'art vidéographique de 2008. Photo de plateau de *Klatsassin* (2006), projection d'un vidéo haute définition recommandée. Photo : avec la permission de David Zwirner, New York







Depuis plus de 20 ans, Michel Lemieux et Victor Pilon intègrent les différentes formes d'art à la technologie de pointe et créent des œuvres audacieuses. Les œuvres de Lemieux, Pilon 4d art ont effectuées des tournées au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Europe, en Amérique du Sud, en Australie et en Asie. Le génie de Lemieux et Pilon a été salué par de nombreux prix. Lors du Brighton Festival, en Angleterre, *NORMAN (Hommage à Norman McLaren)* a remporté le prix Argus Angel décerné par les critiques du journal *The Argus*. En mars dernier, Lemieux et Pilon franchissaient la porte d'entrée du milieu des arts de la scène en Amérique du Sud en présentant *NORMAN* au Festival Iberoamericano de Teatro de Bogota, en Colombie, le plus grand festival international de théâtre au monde avec ses 1 200 artistes issus de 45 pays et de cinq continents. À eux seuls, Lemieux et Pilon incarnent la rapidité avec laquelle évolue la création artistique. Sur la photo : Peter Troszmer dans *NORMAN (Hommage à Norman McLaren)*, un spectacle de Michel Lemieux, Victor Pilon et Peter Troszmer. Photo : Victor Pilon

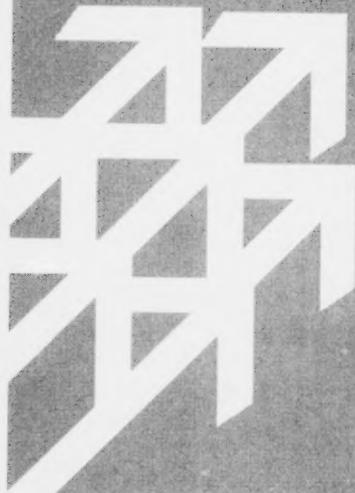


■ Au cours de l'été 1998, à Igloolik, au Nunavut, deux jeunes adolescents se suicident. Le mal de vivre des jeunes est une triste réalité arctique. Un pas vers la solution de ce problème est donné par la communauté artistique : offrir aux jeunes un espace d'expression. Avec l'aide d'iSUMA Productions (producteur de *Atanarjuat, la légende de l'homme rapide*), un groupe de huit jeunes, le Inuusiq Youth Drama Group, est formé pour réaliser et produire un téléroman sur la vie des jeunes de l'Arctique canadien d'aujourd'hui. Guillaume Ittukssarjuaq Saladin, coscénariste et acteur de la télésérie et étudiant à l'École nationale de cirque de Montréal, fonde avec six autres élèves de l'École le projet de cirque social Artcirc. Aujourd'hui, Artcirc continue d'offrir des ateliers aux jeunes du Nunavut, et la compagnie poursuit une carrière internationale. Sa collaboration avec Les 7 doigts de la main (de Montréal) et Cirko de Mente (de Monterrey, au Mexique) l'a conduite au Mexique pour la réalisation du *Projet Fibonacci*. Cette collaboration s'est poursuivie à Igloolik, en juin, et, ensuite, à Igaluit, au Festival des arts d'Alianait. Sur la photo, les jongleurs de droite : Karine Delzours (Artcirc), Leonardo Constantino (Cirko de Mente) et Yamoussa Bangoura (Artcirc); le jongleur de gauche : Guillaume Ittukssarjuaq Saladin. Photo : Ed Maruyama

■ De plus en plus d'organismes ancrent leur pratique au sein de la collectivité en offrant des ateliers, en créant des événements spéciaux, en faisant des journées « portes ouvertes » et en présentant des spectacles conçus pour des auditoires cibles. L'Orchestre symphonique d'Ottawa (OSO) ainsi que de nombreux autres ancrent la vie de la collectivité avec ses trois programmes éducatifs : le Programme d'encadrement pour jeunes musiciens, la série de concerts Musique symphonique à l'école et le programme Élèves au concert (qui offre aux élèves du niveau secondaire des billets de concert gratuits). L'OSO sensibilise aujourd'hui à la musique les jeunes qui seront son public de demain. Sur la photo, le chef de l'Orchestre symphonique d'Ottawa, David Currie, en compagnie du jeune et déjà passionné de musique Stefan Schuster. Photo : Julie Oliver / Ottawa Citizen

■ Après plus d'une vingtaine d'années d'existence, la compagnie de théâtre *De-ba-jeh-mu-jig* (qui signifie conteurs dans les langues cri et ojibwée) a inauguré son centre de formation et de création. Établi sur la réserve indienne non cédée de Wikwemikong, sur l'île Manitoulin (en Ontario), cet organisme professionnel communautaire se consacre à la revitalisation de la culture, de la langue et du patrimoine Anishnaabeg par l'éducation et le partage de l'expression créatrice entre les peuples autochtones et non autochtones. Sa création *Gulch* explore la dualité des différents mondes et des différentes réalités. Sur la photo : Tabitha Peltier dans le rôle de Bloopy (à gauche) et Elisha Sidlar dans le rôle de M'ChaCha (à droite) dans *Gulch*, une production de De-ba-jeh-mu-jig Theatre Group. Photo : Nadya Kwandibens

États financiers



Michel DeBruin
Black Whole Conference (2006)



Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers ci-joints du Conseil des Arts du Canada et toute l'information comprise dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsque plusieurs méthodes comptables s'appliquaient, la direction a choisi celles qui lui semblaient les plus appropriées vu les circonstances. Les états financiers contiennent des montants fondés sur des estimations effectuées par la direction basées sur l'expérience et le jugement. La direction a déterminé ces montants de façon raisonnable pour que les états financiers donnent une image fidèle, à tous les égards importants. La direction a préparé l'information financière présentée dans le reste du rapport annuel et s'est assurée que cette information concorde avec celle qui contiennent les états financiers.

Le Conseil des Arts du Canada s'est doté de systèmes de contrôle interne comptable et administratif de qualité supérieure et dont le coût est raisonnable. Ces systèmes ont pour but de fournir une assurance raisonnable que l'information financière fournie est pertinente, fiable et exacte, et que les actifs de l'organisme sont comptabilisés et protégés adéquatement.

Les membres du conseil d'administration sont responsables de la gestion des opérations et des activités du Conseil des Arts et doivent notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui a trait aux rapports financiers et aux contrôles internes. Ils confient cette tâche au comité de la vérification et des finances, composé de membres qui ne sont pas des employés du Conseil des Arts. Le comité de la vérification et des finances rencontre régulièrement les membres de la direction, les vérificateurs internes et la vérificatrice générale du Canada. Le comité soumet ses constatations à l'examen du conseil d'administration lorsque celui-ci approuve les états financiers.

Le vérificateur indépendant du Conseil des Arts du Canada, soit la vérificatrice générale du Canada, vérifie les états financiers du Conseil, sur lesquels elle émet un rapport.

Le 26 mai 2008

Le directeur,



Robert Sirman

Le directeur, Finances et administration,



William Stevenson, CA



Auditor General of Canada
Vérificatrice générale du Canada

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil des Arts du Canada
et à la ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles et ministre de la Francophonie

J'ai vérifié le bilan du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 2008 et les états des résultats, du résultat étendu, de l'évolution de l'avoir et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis, à l'exception du changement apporté à la méthode de comptabilisation des instruments financiers expliqué à la note 3 afférente aux états financiers, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément aux dispositions pertinentes de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour la vérificatrice générale du Canada,

Sylvain Ricard, CA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada
Le 26 mai 2008

Bilan

31 mars

(en milliers de dollars)

	2008	2007
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 464 \$	29 547 \$
Revenus de placements à recevoir	1 125	
Créances	1 419	1 292
Frais payés d'avance	530	226
Instruments financiers dérivés (note 5)	134	
	40 547	32 190
Placements (note 6)	292 509	318 140
Œuvres d'art et instruments de musique (note 8)	20 118	19 747
Autres immobilisations (note 9)	3 459	3 729
Total de l'actif	356 633 \$	373 806 \$
PASSIF		
À court terme		
Subventions à payer	34 576 \$	40 392 \$
Créditeurs et charges à payer	2 938	2 890
Instruments financiers dérivés (note 5)	5 506	
Crédits parlementaires reportés	171	896
	43 191	44 178
Revenus reportés	2 957	3 046
Avantages sociaux futurs (note 10)	1 945	1 734
Total du passif	48 093	48 958
AVOIR		
Surplus d'apport (note 11)	50 000	50 000
Bénéfices non répartis	13 796	15 517
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 12)	55 881	81 839
	69 677	97 356
Réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement (note 13)	168 745	157 745
Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique (note 13)	20 118	19 747
	188 863	177 492
Total de l'avoir	308 540	324 848
Total du passif et de l'avoir	356 633 \$	373 806 \$

Engagements (note 17)

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.)

Pour le conseil d'administration :

Le vice-président

Le directeur

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
REVENUS		
Revenus nets de placement (note 14)	19 991 \$	25 929 \$
Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art (note 15)	206	300
Autres	2 484	1 229
Total des revenus	22 681	27 458
DÉPENSES		
Programmes		
Subventions (tableau 2)	164 632	152 645
Administration (tableau 1)	10 668	10 026
Services	4 600	4 699
	179 900	167 370
Commission canadienne pour l'UNESCO (note 15)	1 614	1 784
Administration générale (tableau 1)	13 997	12 015
Total des dépenses	195 511	181 169
Coût d'exploitation net avant le crédit parlementaire	172 830	153 711
Credit parlementaire	182 507	172 507
Résultats nets pour l'exercice	9 677 \$	18 796 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

État du résultat étendu

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
Résultats nets pour l'exercice	9 677 \$	18 796 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Pertes latentes sur les actifs financiers non affectés disponibles à la vente au cours de l'exercice	(40 065)	-
Reclassement dans les résultats des gains réalisés au cours de l'exercice	(373)	-
Variation nette des pertes latentes liées aux actifs financiers disponibles à la vente	(40 438)	-
Contributions provenant de non-propriétaires et grevées d'affectations		
Pertes latentes sur les contributions de non-propriétaires au cours de l'exercice	(14 536)	-
Reclassement dans les résultats des pertes réalisées au cours de l'exercice	221	-
Dons de non-propriétaires reçus au cours de l'exercice	1 137	2 500
Revenus nets attribués aux non-propriétaires au cours de l'exercice	4 884	7 805
Utilisation des fonds attribués aux non-propriétaires	(3 207)	(3 154)
Variation nette (des pertes latentes) des gains latents liés aux contributions provenant de non-propriétaires	(11 501)	7 151
Résultat étendu pour l'exercice	(42 262) \$	25 947 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

État de l'évolution de l'avoir

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
AVOIR		
Surplus d'apport (note 11)	50 000 \$	50 000 \$
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice	15 517	12 587
Résultats nets pour l'exercice	9 677	18 796
Somme affectée à la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement au cours de l'exercice	(11 000)	(15 500)
Somme affectée à la réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique au cours de l'exercice	(398)	(366)
Solde à la fin de l'exercice	13 796	15 517
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 12)		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Solde au début de l'exercice	-	-
Gains latents sur les actifs financiers disponibles à la vente au 1 ^{er} avril 2007	20 704	-
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	(40 438)	-
Solde à la fin de l'exercice	(19 734)	-
Contributions provenant de non-propriétaires et grevées d'affectations		
Solde au début de l'exercice	81 839	74 688
Gains latents sur les actifs financiers disponibles à la vente au 1 ^{er} avril 2007	5 277	-
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	(11 501)	7 151
Solde à la fin de l'exercice	75 615	81 839
Total du cumul des autres éléments du résultat étendu	55 881	81 839
Total des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu	69 677	97 356
Réserves (note 13)		
Réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement		
Solde au début de l'exercice	157 745	142 245
Bénéfices non répartis affectés au cours de l'exercice	11 000	15 500
Solde à la fin de l'exercice	168 745	157 745
Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique		
Solde au début de l'exercice	19 747	19 591
Cessions nettes au cours de l'exercice	(27)	(210)
Bénéfices non répartis affectés au cours de l'exercice	398	366
Solde à la fin de l'exercice	20 118	19 747
Total des réserves	188 863	177 492
Solde de l'avoir à la fin de l'exercice	308 540 \$	324 848 \$

(Les notes différentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultats nets pour l'exercice	9 677 \$	18 796 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Dons d'œuvres d'art	-	(70)
Revenus tirés des contributions de non-propriétaires capitalisées	1 677	4 004
Amortissement - autres immobilisations	866	839
Amortissement - autres immobilisations – Banque d'œuvres d'art	134	134
Avantages sociaux futurs	211	191
	12 565	23 894
Variation des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation (note 16)	(516)	20 515
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	12 049	44 409
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Contributions reçues de non-propriétaires	1 137	2 500
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat de placements	(26 764)	(166 602)
Vente et échéance de placements	23 623	146 502
Acquisition d'autres immobilisations, d'œuvres d'art et d'instruments de musique	(1 128)	(674)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(4 269)	(20 774)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 917	26 135
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	29 547	3 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	38 464 \$	29 547 \$
Représentés par :		
Équivalents de trésorerie (note 4)	41 897 \$	30 925 \$
Découvert bancaire	(3 433)	(1 378)
	38 464 \$	29 547 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.)

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2008

1. Pouvoirs, activités et objectifs

Le Conseil des Arts du Canada, constitué en 1957 par la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, qui a été modifiée en 2001 par le projet de loi C-40, n'est pas mandataire de Sa Majesté et est considéré comme un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En vertu de l'article 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil des Arts du Canada n'est pas assujetti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, sauf pour les articles 131 à 148 de la section III et l'article 154.01 de la section IV. Le Conseil des Arts du Canada est un organisme national qui a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Le Conseil des Arts du Canada réalise ses objectifs principalement par l'entremise des programmes de subventions qui s'adressent aux artistes professionnels et organismes artistiques canadiens. Le Conseil des Arts du Canada encourt des dépenses d'administration et de services dans la prestation de ses programmes. Les dépenses d'administration, qui sont détaillées au tableau 2, représentent les coûts directs de la prestation des programmes. Les dépenses de services relatifs aux programmes représentent principalement les coûts liés à l'attribution des subventions du Conseil. Les dépenses d'administration générale représentent les coûts liés à la gestion d'entreprise, aux communications, aux ressources humaines, à la gestion de l'information, aux finances, aux locaux et à l'amortissement.

La *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* assigne au Conseil des Arts du Canada les fonctions et tâches relatives à la Commission canadienne pour l'UNESCO. La Commission conseille le gouvernement canadien sur ses relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La Commission favorise aussi la coopération entre les organismes canadiens de la société civile et l'UNESCO.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le 1^{er} avril 2007, le Conseil a adopté les nouvelles normes pour les instruments financiers, tel qu'expliqué à la note 3. Voici les principales conventions comptables suivies par le Conseil :

a) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux PCGR du Canada, le Conseil doit faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du

passif à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des dépenses pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les passifs liés au personnel, les revenus de placement à recevoir et la durée de vie utile estimative des immobilisations. Les montants réels pourraient différer des estimations.

b) Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont désignés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à leur juste valeur. Ils correspondent à des placements à court terme hautement liquides prêts à être convertis en des montants d'espèces connus, qui sont assujettis à un faible risque de variation de la juste valeur. Les équivalents de trésorerie au bilan du Conseil sont composés de parts détenues dans un fonds commun à court terme. Les revenus d'intérêts sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice et sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

c) Placements

Avant l'adoption des nouvelles normes, le Conseil des Arts du Canada comptabilisait ses placements au coût et ramenait la valeur comptable de ces derniers à la valeur marchande lorsque la perte de valeur était perçue comme une moins-value durable.

Conformément aux nouvelles normes, les placements sont désignés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés et mesurés au bilan à leur juste valeur.

Les gains et les pertes latents sur les placements comptabilisés à leur juste valeur sont constatés directement dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que le placement soit décomptabilisé, ou bien jusqu'à ce qu'une perte soit considérée comme durable, auquel moment la perte ou le gain cumulatifs déjà constaté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est comptabilisé dans les revenus nets de placement de l'exercice selon la méthode du coût moyen. Les placements peuvent être vendus par suite de changements des besoins de trésorerie du Conseil des Arts du Canada et pour rééquilibrer la composition de l'actif en regard des indices de référence énoncés dans la politique de placement de l'organisme. Les achats de placements sont inscrits à la date de règlement. Tous les frais de gestion payés durant l'exercice sont comptabilisés comme dépense.

d) Autres immobilisations, œuvres d'art et instruments de musique

Le matériel et les améliorations locatives sont inscrits au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée utile estimative de l'actif comme suit :

Matériel de bureau	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail

Les acquisitions d'œuvres d'art et d'instruments de musique sont inscrites à l'actif au prix coûtant. Les dons d'œuvres d'art et d'instruments de musique sont inscrits à leur valeur d'expertise. Aucun amortissement n'est enregistré pour ces actifs.

e) Avantages sociaux futurs

i) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conditions d'emploi et la convention collective. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. Le passif est fondé sur les meilleures estimations et hypothèses de la direction et il est calculé en fonction des salaires des employés et le nombre d'années de service au 31 mars. Dans le cas d'employés âgés de 50 ans ou plus, avec une année de service ou plus, une semaine de salaire est enregistrée par année de service continu jusqu'à un maximum de 28 semaines. Dans le cas d'employés âgés de moins de 50 ans, avec une année de service ou plus, une demi-semaine de salaire est enregistrée par année de service continu jusqu'à un maximum de 26 semaines. Les employés nommés pour une période déterminée, qui ont douze mois consécutifs de service continu, sont admissibles à soit deux jours de paie pour chaque année de service continu ou cinq jours de paie, à savoir le plus grand des deux. Ces indemnités constituent pour le Conseil la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements futurs.

ii) Prestations de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour le Conseil. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble des obligations en matière de prestations de retraite du Conseil. Le Conseil n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

f) Réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement

Lorsque les revenus de placement dépassent les revenus de placement budgétés, une somme provenant des bénéfices non répartis peut être virée à la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement. Quand les revenus de placement sont moindres que les revenus de placement prévus au budget, une somme provenant de la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement peut être virée aux bénéfices non répartis. Ces virements sont approuvés par le conseil d'administration.

ces non répartis peut être virée à la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement. Quand les revenus de placement sont moindres que les revenus de placement prévus au budget, une somme provenant de la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement peut être virée aux bénéfices non répartis. Ces virements sont approuvés par le conseil d'administration.

g) Constatation des revenus

i) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est constaté à titre de revenu de l'exercice pour lequel il est approuvé par le Parlement. Les crédits parlementaires visant des exercices futurs, qui sont reçus du Parlement avant la fin de l'exercice, sont inscrits comme crédits parlementaires reportés. Les crédits parlementaires sont principalement utilisés pour l'exploitation.

ii) Contributions

Le Conseil des Arts du Canada reçoit des contributions de non-propriétaires qui sont grevées d'affectations d'origine externe à des fins précises par les donateurs.

Dans les états financiers de l'exercice précédent, les contributions et les revenus de placement grevés d'affectations d'origine externe, y compris les gains et pertes réalisés, ont été comptabilisés à titre de contributions reportées. Les contributions reportées ont uniquement été constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes ont été engagées.

Conformément aux nouvelles normes comptables qui ont été adoptées par le Conseil le 1^{er} avril 2007 et qui sont appliquées de façon rétroactive à l'exercice précédent, les contributions de non-propriétaires et les revenus de placement connexes grevés d'affectations d'origine externe, y compris les gains et pertes latents et réalisés, sont constatés à titre d'augmentations directes dans les autres éléments du résultat étendu. Le cumul des autres éléments du résultat étendu est réduit et un montant est inscrit à titre de revenus une fois que les dépenses connexes sont engagées.

Les contributions de non-propriétaires qui ne sont pas affectées sont constatées à titre d'autres revenus de l'exercice au cours duquel elles sont reçues ou de l'exercice au cours duquel les fonds sont engagés pour le Conseil des Arts du Canada, si le montant peut être raisonnablement estimé et si leur perception est raisonnablement assurée.

Les contributions en nature sont inscrites à leur juste valeur lorsqu'elles sont reçues.

iii) Revenus de location de la Banque d'œuvres d'art

Les revenus de location d'œuvres d'art sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus et sont inclus dans les revenus nets de la Banque d'œuvres d'art.

iv) Autres revenus

Les autres revenus sont principalement composés de subventions annulées durant l'exercice courant et qui avaient été approuvées dans les exercices antérieurs.

h) Subventions

Les subventions sont inscrites à titre de dépense de l'exercice pour lequel elles ont été approuvées par le conseil d'administration.

i) Instruments financiers dérivés

Le Conseil est exposé à un risque de change puisqu'il détient des titres émis sur le marché international libellés en devises. La politique de placements du Conseil permet d'utiliser des instruments financiers dérivés (les « dérivés ») pour gérer son risque de change.

Les politiques et objectifs de placement du Conseil limitent l'usage des dérivés aux contrats de change à terme dans le but de gérer ce risque. Le Conseil détient ses dérivés jusqu'à échéance et ne les utilisent pas pour des fins spéculatives.

Le Conseil n'applique pas la comptabilité de couverture pour ses dérivés. Ceux-ci sont inscrits au bilan lors de leur acquisition et en sont retirés à leur règlement. Lors de sa comptabilisation initiale et ainsi que par la suite, chaque dérivé est comptabilisé comme actif ou passif au bilan à sa juste valeur. Les dérivés avec une valeur positive sont inscrits comme un élément d'actif et ceux avec une valeur négative sont inscrits comme un élément de passif. Toutes les variations de la juste valeur des dérivés sont constatées à l'état des résultats dans les revenus nets de placement au cours de l'exercice où elles surviennent.

j) Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires sont convertis aux taux de change historiques. Les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice. Tous les gains et les pertes de change sont pris en compte dans le calcul des revenus nets pour l'exercice, à l'exception des placements disponibles à la vente pour lesquels les gains et pertes de change latents sont inscrits dans les autres éléments du

résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit vendu ou subisse une dépréciation.

k) Contrats de location-exploitation

Le Conseil s'engage dans des contrats de location-exploitation pour ses locaux. Les incitatifs à la location sont enregistrés en réduction de la dépense pour locaux selon la méthode linéaire pendant la durée du bail.

l) Modifications comptables à venir

Le 1^{er} décembre 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables dans le *Manuel de l'ICCA* : le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Ces normes entrent en vigueur pour le Conseil des Arts du Canada à compter de l'exercice débutant le 1^{er} avril 2008. Le chapitre 1535 précise la nature des informations à fournir au sujet i) des objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité; ii) des données quantitatives sur les éléments inclus dans la gestion du capital; iii) de la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital; et iv) des conséquences d'un défaut de conformité aux exigences en question, le cas échéant. Les nouveaux chapitres 3862 et 3863 du *Manuel* remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ces nouveaux chapitres modifient et améliorent les obligations quant aux informations à fournir et en reprennent les exigences de présentation existantes. Ces nouveaux chapitres accordent une plus grande importance aux informations à fournir sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques. L'incidence de la mise en œuvre de ces chapitres sur le Conseil des Arts du Canada est inconnue à l'heure actuelle.

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que le passage des PCGR du Canada aux normes internationales d'information financières (NIIF) aura lieu le 1^{er} janvier 2011 pour toutes les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes. Le Conseil se devra d'adopter NIIF, mais l'incidence de cette transition sur les états financiers du Conseil n'a pas encore été établie; cependant, la direction continue de surveiller l'évolution des événements.

3. Modifications de méthodes comptables

- a) Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, le Conseil des Arts du Canada a adopté les nouvelles normes sur les instruments financiers conformément aux divers chapitres du *Manuel de l'ICCA*, notamment le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », le chapitre 1530, « Résultat étendu » et le chapitre 3251,

« Capitaux propres ». Les principales dispositions de ces nouvelles normes exigent que les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente et que les passifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction ou autres passifs. Les nouvelles normes exigent que les actifs et les passifs financiers soient évalués selon leur classement respectif.

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs financiers qui nécessitent d'être évalués conformément aux nouvelles normes ainsi que le classement de chacun.

Actif ou passif financier	Classement
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction
Créances	Prêts et créances
Placements	Disponibles à la vente
Instruments financiers dérivés	Détenus à des fins de transaction
Subventions à payer	Autres passifs
Créditeurs	Autres passifs
Charges à payer	Autres passifs

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances, des subventions à payer, des créditeurs et des charges à payer qui sont engagés dans le cours normal des activités du Conseil se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Le Conseil des Arts du Canada a désigné ses placements comme disponibles à la vente et, par conséquent, ces derniers sont comptabilisés à leur juste valeur pour l'exercice considéré. Au cours des exercices antérieurs, les placements étaient inscrits au coût, et les gains et les pertes réalisées étaient constatés au cours de l'exercice où la cession avait lieu.

Tous les instruments financiers dérivés sont classés comme détenus à des fins de transaction, les gains et pertes réalisés et latents étant constatés à l'état des résultats sous revenus nets de placement.

Par suite de l'adoption de ces chapitres, le solde d'ouverture des placements a augmenté, passant de 318 140 000 \$ à 344 121 000 \$, pour refléter l'appréciation nette de la juste valeur des placements de l'exercice précédent, et l'écart de 25 981 000 \$ est constaté dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

En outre, les dérivés incorporés dans des instruments financiers ou d'autres contrats peuvent nécessiter d'être comptabilisés séparément en vertu des nouvelles normes.

Le Conseil a adopté le 1^{er} avril 2003 comme date de transition pour les dérivés incorporés et, par conséquent, a uniquement constaté les dérivés qui nécessitaient d'être séparés de leur contrat hôte émis, acquis ou modifié de façon significative après cette date.

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride, qui comprend également un contrat hôte non dérivé, ayant pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'instrument combiné d'une manière semblable à celle d'un dérivé autonome. Si certaines conditions sont réunies, un dérivé incorporé est séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé au bilan, à sa juste valeur. Aucun dérivé incorporé n'a dû être constaté dans les états financiers du Conseil par suite de l'adoption de ces nouvelles normes.

Le résultat étendu a été ajouté aux états financiers du Conseil. Le cumul des autres éléments du résultat étendu fait partie de l'avoir.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, le Conseil des Arts du Canada ne suit plus la méthode du report pour la comptabilisation des contributions reçues de non-propriétaires, mais les constate dorénavant dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

- b) Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, le Conseil a adopté le chapitre 1506 révisé, « Modifications comptables », du *Manuel de l'ICCA*, qui porte sur les modifications de méthodes comptables, les changements d'estimations comptables et la correction d'erreurs. L'adoption de ces recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, à l'exception des informations à fournir sur les modifications comptables, dont les normes ont été publiées par l'ICCA, mais qui n'ont pas encore été adoptées par le Conseil étant donné qu'elles entreront en vigueur à une date ultérieure.

4. Équivalents de trésorerie

L'objectif du Conseil envers sa gestion des liquidités est de s'assurer que la valeur en capital des fonds est conservée, que les placements sont liquides et que les revenus d'intérêts soient maximisés en respectant les contraintes de qualité et de liquidité établies par la politique de placement. Les catégories de placement autorisées sont régies par une politique de placement à court terme approuvée par le conseil d'administration.

Le Conseil des Arts du Canada investit dans deux fonds communs à court terme gérés par State Street Global Advisors. Tous les instruments détenus dans ces fonds communs ont obtenu une cote de crédit de R1 (faible) ou de A (faible) ou supérieure selon les cotations de crédit établies par une agence de notation des obligations reconnue. Ces fonds sont composés de titres émis par différents ordres de gouvernement, des banques à charte et des émetteurs privés. À l'exception des instruments garantis par tous les ordres de gouvernement, pas plus de 10 % du portefeuille à court terme est investi auprès d'un seul émetteur.

Le premier fonds commun sert à placer à court terme les excès des flux monétaires quotidiens du Conseil. Celui-ci avait un solde au 31 mars de 17,6 millions de dollars (2007 - 30,9 millions de

dollars). Le rendement de ce fonds s'est établi à 4,81 % pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 (4,24 % en 2007) et la durée moyenne pondérée était de 53 jours (72 jours en 2007). Le deuxième fonds commun à court terme a été créé au cours de l'exercice avec la vente de placements. Ce fonds avait un solde en date du 31 mars 2008 de 24,3 millions de dollars. Ce fonds commun servira à financer les placements futurs du Conseil dans les unités de fonds commun d'infrastructure et d'immobilier. Le rendement de ce fonds s'est établi à 3,28 % (2007 – néant) et au 31 mars 2008, la durée moyenne pondérée était de 53 jours (2007 – néant).

5. Instruments financiers dérivés

L'utilisation d'instruments financiers dérivés s'est limitée à des contrats de change à terme. Le Conseil utilise actuellement des contrats de change à terme, qui représentent des engagements d'achat ou de vente de devises dont le règlement doit se faire à une date ultérieure précise et à un taux fixe, pour gérer son risque de change. Ces contrats sont normalement pour une durée d'un mois.

Toute opération comporte nécessairement des risques de perte. Il y a, d'une part, le risque de crédit, soit le risque que l'une des deux parties à une opération ne respecte pas les modalités de l'entente, entraînant des pertes financières pour l'autre partie, et, d'autre part, le risque de marché, lié aux fluctuations des taux de change ou des taux d'intérêt.

Le Conseil des Arts du Canada gère son risque de crédit en ne traitant qu'avec des contreparties solvables qui doivent avoir une cote de crédit minimum établie par une agence de notation externe. Au cours de l'exercice, le Conseil a conclu des contrats de change à terme afin de gérer la moitié de son risque de change sur la tranche non libellée en dollars canadiens de son portefeuille, à l'exception de la composante marchés émergents, laquelle n'a pas été couverte et représente environ 7,1 % du portefeuille. Le Conseil gère son risque de marché en respectant les plafonds établis par sa politique de placement.

Même si les contrats de change à terme sont évalués selon leurs montants notionnels, ces montants ne sont pas inscrits au bilan puisqu'ils ne servent qu'à calculer les paiements et ne représentent pas les montants échangés. Au 31 mars 2008, le Conseil détient des contrats de change à terme avec un montant nominal de 84,4 millions de dollars (2007 – néant) et une date de règlement du 2 mai 2008.

Conformément au chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » du *Manuel de l'ICCA*, le Conseil a classé tous ses instruments financiers dérivés comme détenus à des fins de transaction et évalue ses contrats de change à terme à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées à l'état des résultats. La juste valeur des contrats de change à terme en vigueur représente un actif de 134 000 \$ (2007 – néant) et reflète la juste valeur du gain potentiel si leur règlement prenait place 31 mars 2008. Les dérivés au passif représentent une perte de change latente de 5,5 millions de dollars sur les contrats de change à terme échus au 31 mars 2008, mais dont la date de règlement est le 2 avril 2008. Le tout résulte en une perte de change nette pour l'exercice de 0,5 million de dollars (perte de 0,4 million en 2007).

6. Placements

(en milliers de dollars)

	Prix coûtant	Pertes latentes	Gains latents	Juste valeur	%	Prix coûtant	%	Juste valeur
	2008				2007			
Dotation du Conseil des Arts du Canada et les fonds spéciaux								
Fonds communs :								
Actions	164 125	\$ (19 898)	\$ -	\$ 144 427	\$ 62,1	\$ 156 175	\$ 62,1	\$ 180 930
Obligations	57 398	\$ (1 653)	-	\$ 55 745	24,0	\$ 54 951	21,9	\$ 52 507
Alternatifs	26 622	\$ (1 144)	983	\$ 26 461	11,4	\$ 26 622	10,6	\$ 28 267
Fiducies de revenu	-	-	-	-	-	\$ 11 364	4,5	\$ 9 728
Immobilier	4 094	-	-	\$ 4 094	1,8	\$ 2 312	0,9	\$ 2 502
Infrastructure	1 793	-	-	\$ 1 793	0,7	-	-	-
	254 032	\$ (22 495)	983	\$ 232 520	100,0	\$ 251 424	100,0	\$ 273 934
Fonds Killam								
Fonds communs :								
Actions	44 075	\$ (6 774)	-	\$ 37 301	62,2	\$ 41 648	62,4	\$ 46 005
Obligations	14 750	\$ (443)	-	\$ 14 307	23,9	\$ 14 121	21,2	\$ 13 475
Alternatifs	6 831	\$ (294)	250	\$ 6 787	11,3	\$ 6 831	10,2	\$ 7 253
Fiducies de revenu	-	-	-	-	-	\$ 3 536	5,3	\$ 3 027
Immobilier	1 036	-	-	\$ 1 036	1,7	\$ 580	0,9	\$ 628
Infrastructure	558	-	-	\$ 558	0,9	-	-	-
	67 250	\$ (7 511)	250	\$ 59 989	100,0	\$ 66 716	100,0	\$ 70 388
Total des placements	321 282	\$ (30 006)	\$ 1 233	\$ 292 509	\$	318 140	\$	\$ 344 322

Les pertes latentes sur les placements sont principalement imputables à la fluctuation des prix sur le marché, aux variations de change ou aux premières années de la phase de démarrage dans le cas de certains placements. Au 31 mars 2008, le Conseil juge que la perte de valeur de ces placements n'est pas durable et il a la possibilité et l'intention de les conserver pendant une période de temps raisonnable jusqu'au recouvrement de leur juste valeur.

Les objectifs à long terme de la dotation du Conseil des Arts et les fonds spéciaux et des fonds Killam consistent à générer des rendements réels sur le long terme afin de soutenir les coûts liés à l'administration des divers programmes, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de la dotation.

Le Conseil des Arts du Canada investit dans des parts de fonds communs d'actions, d'obligations et de fonds alternatifs, et dans des parts de sociétés en commandite dans deux fonds de placements immobiliers et un fonds d'infrastructure. Les catégories de placement autorisées ainsi que la composition du portefeuille sont régies par une politique de placement approuvée par le conseil d'administration. Les fonds communs sont gérés par des gestionnaires de placements professionnels.

Le Conseil administre son portefeuille selon les indices de référence approuvés par le conseil d'administration, en mars 2008. Ce faisant, la composition des catégories d'actif peut varier selon un minimum et un maximum.

Catégories d'actif	Valeur marchande actuelle	Minimum	Indice de référence	Maximum
Actions	62,0 %	50 %	61 %	70 %
Obligations	23,9 %	10 %	20 %	40 %
Alternatifs	11,3 %	5 %	10 %	15 %
Immobilier	2,0 %	0 %	4 %	6 %
Infrastructure	0,8 %	0 %	5 %	10 %

Au 31 mars 2008, le Conseil visait à atteindre ces indices de référence. Les écarts par rapport à ces indices de référence représentent les actifs en transition d'une catégorie à l'autre.

Les placements dans les fonds communs d'actions comprennent des parts dans deux fonds communs. Ces fonds communs investissent dans des titres sur le marché international. Les titres internationaux sont évalués en regard des rendements de l'indice Morgan Stanley Capital International World. Les placements dans le fonds commun d'obligations comportent des obligations du gouvernement canadien et de sociétés qui ont une cote de crédit minimum de BBB ou l'équivalent établie par une agence reconnue de notation. Le fonds d'obligations a pour objectif de répliquer les rendements de l'indice obligataire universel DEX. Les placements dans les fonds communs alternatifs comprennent des parts dans deux fonds alternatifs avec un éventail varié de diverses catégories d'actif sur le marché international. Ces placements sont évalués en regard des rendements de l'indice des bons du Trésor à 91 jours Scotia Capitaux majoré de 20 %. Les actifs inclus dans les fonds immobiliers sont des immeubles commerciaux évalués

entre 2 et 15 millions de dollars chacun. Ces placements sont évalués en regard des rendements de l'indice Investment Property Databank. Le fonds d'infrastructure comprend un portefeuille de placements diversifiés dans les infrastructures. Ces placements sont évalués en regard de l'indice des prix à la consommation majoré de 4,5 %.

Le Conseil des Arts du Canada est assujetti au risque de crédit et au risque de marché découlant de ces placements. Le Conseil gère ces risques en investissant dans des instruments financiers de haute qualité émis par des contreparties solvables, en limitant le montant pouvant être placé auprès d'une seule contrepartie et en respectant les plafonds établis par sa politique de placement.

7. Solde en devises

Les placements du Conseil sont investis internationalement; par conséquent, ils sont exposés aux fluctuations des taux de change. Au 31 mars 2008, le Conseil avait les couvertures de change suivantes :

(en milliers de dollars)	2008	2007		
Devises	Valeur marchande	%	Valeur marchande	%
Dotation du Conseil des Arts du Canada et les fonds spéciaux				
Dollar canadien	151 303 \$	65,1	85 778 \$	31,3
Dollar américain	27 441	11,8	49 287	18,0
Euro	23 580	10,1	39 411	14,4
Livre sterling	7 478	3,2	51 283	18,7
Couronne suédoise	4 246	1,8	-	-
Won de la Corée du Sud	4 224	1,8	6 780	2,5
Yen japonais	2 610	1,1	9 108	3,3
Couronne norvégienne	1 887	0,8	-	-
Dollar taïwanais	1 738	0,7	3 718	1,4
Franc suisse	1 635	0,7	3 475	1,3
Autres	6 378	2,9	25 094	9,1
	232 520 \$	100,0	273 934 \$	100,0

Fonds Killam

Dollar canadien	38 932 \$	64,9	22 621 \$	32,1
Dollar américain	7 093	11,8	12 244	17,4
Euro	6 151	10,3	9 847	14,0
Livre sterling	1 867	3,1	13 274	18,9
Couronne suédoise	1 123	1,9	-	-
Won de la Corée du Sud	1 108	1,8	1 726	2,5
Yen japonais	654	1,1	2 284	3,2
Couronne norvégienne	505	0,8	-	-
Dollar taïwanais	472	0,8	969	1,4
Franc suisse	409	0,7	848	1,2
Autres	1 675	2,8	6 575	9,3
	59 989 \$	100,0	70 388 \$	100,0

Au cours de l'exercice, le Conseil des Arts du Canada a mis en œuvre une stratégie de couverture passive qui couvre par rapport au dollar canadien la moitié de son risque de change, à l'exception de la composante marchés émergents, laquelle explique l'augmentation du solde de dollars canadiens.

8. Œuvres d'art et instruments de musique

(en milliers de dollars)	2008	2007
Œuvres d'art	18 570 \$	18 199 \$
Instruments de musique	1 548	1 548
	20 118 \$	19 747 \$

La Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts du Canada possède le plus grand nombre d'œuvres d'art contemporain canadiennes au Canada, soit près de 17 400 peintures, sculptures, dessins, photographies et estampes, réalisés par plus de 3 025 artistes. La Banque loue ces œuvres d'art à des parties intéressées; actuellement, environ 6 700 (2007 - 6 500) œuvres sont louées à des ministères et organismes fédéraux, des associations, des hôpitaux, des écoles, des municipalités et des entreprises privées.

Le Conseil des Arts du Canada a créé la Banque d'instruments de musique en 1985; celle-ci possède actuellement un archet de violoncelle et cinq instruments de qualité. Le Conseil des Arts gère en outre le prêt de huit instruments de musique, prêtés par un bienfaiteur anonyme et d'un instrument prêté par un autre bienfaiteur jusqu'en août 2009.

9. Autres immobilisations

(en milliers de dollars)	2008	2007		
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel de bureau	6 315 \$	5 390 \$	925 \$	883 \$
Améliorations locatives	5 238	2 704	2 534	2 846
	11 553 \$	8 094 \$	3 459 \$	3 729 \$

10. Avantages sociaux futurs

i) Indemnités de départ

Le Conseil paie des indemnités de départ à ses employés, fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Étant un régime sans capitalisation, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Ces indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs ou autres sources de revenus. L'information sur ce régime se détaillera comme suit au 31 mars :

(en milliers de dollars)	2008	2007
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	1 734 \$	1 543 \$
Coût de l'exercice	309	236
Indemnités payées au cours de l'exercice	(98)	(45)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	1 945 \$	1 734 \$

ii) Prestations de retraite

Le Conseil et tous les employés admissibles cotisent au Régime de retraite de la fonction publique. Ce régime offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière. Ces prestations sont entièrement indexées selon la hausse de l'indice des prix à la consommation. Le Conseil et ses employés ont versé les cotisations suivantes au Régime de retraite de la fonction publique :

(en milliers de dollars)	2008	2007
Cotisations patronales	1 730 \$	1 669 \$
Cotisations salariales	795	720

11. Surplus d'apport

Le surplus d'apport correspond à la contribution initiale du gouvernement canadien de 50 millions de dollars, qui constituait un fonds de dotation lorsque le Conseil a été fondé en 1957.

12. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le cumul des autres éléments du résultat étendu se compose des variations latentes des placements disponibles à la vente et des contributions provenant de non-propriétaires et grevées d'affections.

Dans les états financiers de l'exercice précédent, les contributions de non-propriétaires ont été classées comme dotations privées et contributions reportées, chacune étant présentée au bilan à titre de passif. En raison de l'adoption des nouvelles normes sur les instruments financiers, les contributions de non-propriétaires ont été présentées comme cumul des autres éléments du résultat étendu, de façon rétroactive, dans les états financiers de l'exercice considéré. Les contributions de non-propriétaires englobent les contributions reçues sous forme de legs et de dons qui ont été grevées d'affections à des fins précises par les donateurs, la partie proportionnelle des gains et pertes latents sur les placements connexes et les revenus grevés d'affections non dépensés gagnés sur les investissements connexes. Le capital initial des contributions de non-propriétaires, qui s'élève à 37 471 106 \$, doit demeurer intact à moins que le Conseil n'ait reçu des directives provenant d'un non-propriétaire ayant pour objectif de réduire le capital initial.

Les contributions de non-propriétaires qui sont grevées d'affections sont comprises dans le portefeuille du Conseil, et une quote-part proportionnelle pour chaque contribution est calculée selon la juste valeur du portefeuille au moment où la contribution a été reçue. La quote-part proportionnelle pour chaque contribution grevée d'affections des gains et pertes latents découlant de la réévaluation à la juste valeur du portefeuille du Conseil au 31 mars ainsi que le reclassement dans les résultats des gains et des pertes réalisés au cours de l'exercice sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu comme contributions de non-propriétaires.

13. Réserves

i) Réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement

Cette réserve correspond à la somme des revenus de placement excédentaires depuis la fondation du Conseil en 1957. La politique de ce dernier énonce que, lorsque les revenus de placement sont supérieurs à ceux prévus au budget au cours d'un exercice, l'excédent est viré des bénéfices non répartis à la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement. Dans les exercices au cours desquels les revenus de placement sont moindres que ceux prévus au budget, le manque à gagner est viré de la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement aux bénéfices non répartis.

ii) Réserve pour l'investissement dans des œuvres d'art et des instruments de musique

Cette réserve correspond à un virement des bénéfices non répartis à la réserve d'un montant équivalent au coût des œuvres d'art ou des instruments de musique acquis par le Conseil, ou bien à la valeur d'expertise des œuvres d'arts ou des instruments de musique qui lui ont été donnés au cours de l'exercice.

14. Revenus nets de placement

(en milliers de dollars)	2008	2007
(pertes réalisées) gains réalisés à la cession de placements	(445) \$	24 090 \$
Pertes de change réalisées	(5)	(2 164)
Pertes latentes et réalisées sur dérivés	(498)	(487)
Dividendes et intérêts	24 460	11 233
Revenus attribuables aux contributions de non-propriétaires	(1 677)	(4 525)
Frais de gestion du portefeuille	(1 844)	(2 118)
	19 991 \$	25 929 \$

Le Conseil investit dans des marchés financiers très diversifiés et les revenus de placement peuvent fluctuer d'un exercice à l'autre. Lorsque les revenus de placement dépassent les attentes au cours d'un exercice, le Conseil réinvestit les revenus non prévus, afin de maintenir le pouvoir d'achat du fonds et d'en assurer la croissance continue. Cette démarche assure une certaine stabilité et une croissance à long terme; lorsque les résultats obtenus au cours d'un exercice sont moins favorables, les revenus des exercices antérieurs, c'est-à-dire la réserve découlant de la capitalisation des revenus de placement, qui est d'ailleurs une composante de l'avoird du Conseil, peuvent alors être utilisés.

15. Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art et Commission canadienne pour l'UNESCO

(en milliers de dollars)	2008	2007
Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art		
Revenus de location	1 961 \$	1 884 \$
Dons d'œuvres d'art	-	70
Autres revenus	222	230
Administration	(1 843)	(1 750)
Amortissement	(134)	(134)
Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art	206 \$	300 \$
Commission canadienne pour l'UNESCO		
Programme – dépenses	423 \$	572 \$
Programme – contributions reçues	(117)	(19)
Administration	1 308	1 231
	1 614 \$	1 784 \$

Les dépenses de programmes représentent principalement les coûts associés aux activités de la Commission dans le cadre de réunions internationales portant sur l'éducation, la science et la culture. Ces frais sont compensés par les contributions reçues de divers organismes en partenariat avec la Commission pour ces activités. Les dépenses d'administration représentent les coûts directs de la prestation des programmes de la Commission.

16. Variation des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation

(en milliers de dollars)	2008	2007
Diminution des revenus de placement à recevoir	1 125 \$	722 \$
Augmentation des créances	(127)	(338)
(Augmentation) diminution des instruments financiers dérivés - actif	(134)	3
Augmentation des frais payés d'avance	(304)	(9)
(Diminution) augmentation des subventions à payer	(5 816)	20 065
Augmentation des créateurs et charges à payer	48	522
Augmentation (diminution) des instruments financiers dérivés - passif	5 506	(42)
(diminution) augmentation des revenus reportés	(89)	4
Diminution des crédits parlementaires reportés	(725)	(1 088)
Augmentation des contributions reportées	-	676

Rentrées (sorties) nettes de fonds des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation	(516) \$	20 515 \$
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------	-----------

17. Engagements

a) Les paiements de subventions se prolongeant pendant les exercices à venir sont sujets à l'obtention de fonds du Parlement. Les subventions de cette catégorie qui ont été approuvées avant le 31 mars 2008 sont payables comme suit :

(en milliers de dollars)
2009
2010
2011

b) Le Conseil est signataire de contrats de location-exploitation à long terme pour des locaux. Voici le loyer annuel minimal net :

(en milliers de dollars)
2009
2010
2011
2012
2013
2014-2020
Total

18. Opérations entre apparentés

Le Conseil est apparenté, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien. Le Conseil conclut des opérations avec des apparentés dans le cours normal de ses activités aux mêmes conditions que celles conclues avec toute personne et société non apparentée, et ces dernières sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond à la valeur de la contrepartie établie et consentie par les apparen-

tés. Au cours de l'exercice, le Conseil a engagé des dépenses relatives aux subventions totalisant 246 500 \$ (376 000 \$ en 2007) et a inscrit des revenus tirés de la location d'œuvres d'art, des contributions et d'autres revenus provenant des apparentés d'un montant de 1 948 000 \$ (1 896 000 \$ en 2007).

Au 31 mars, le Conseil avait inscrit, à son bilan, les montants suivants pour des opérations entre apparentés :

(en milliers de dollars)	2008	2007
Créances	791 \$	735 \$
Subventions à payer	197	209
Crediteurs et charges à payer	168	18
Revenus reportés	879	798

Le Conseil n'est pas exposé à des risques significatifs de taux d'intérêt ou de crédit relativement à ses créances.

19. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers du Conseil comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, les revenus de placement à recevoir, les créances, les instruments financiers dérivés (actif et passif), les placements, les subventions à payer et les créiteurs et charges à payer qui découlent du cours normal de ses activités. La valeur comptable de ces instruments financiers, excluant les placements et les dérivés, se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance imminente.

La juste valeur des placements est établie comme suit :

Les placements dans les fonds communs sont évalués à la valeur unitaire fournie par l'administrateur du fonds commun, laquelle correspond à la quote-part proportionnelle du Fonds des actifs nets sous-jacents évaluée à leur juste valeur, établie au moyen des cours de clôture du marché.

La juste valeur des placements immobiliers est fournie par l'administrateur et est établie au moyen d'évaluations annuelles indépendantes et vérifiées.

La juste valeur des placements dans les infrastructures est fournie par l'administrateur et est établie au moyen d'évaluations internes et vérifiées obtenues chaque année et d'évaluation triennales indépendantes et vérifiées.

La juste valeur est présentée à la note 6.

Les estimations de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont calculées à partir de taux observables et soutenables sur le marché, y compris le cours du change au comptant et le cours du change à terme en vigueur à la clôture de l'exercice.

20. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 2007 ont été reclasés pour se conformer à la présentation adoptée en 2008.

Tableau 1 – Dépenses d'administration

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008			2007	
	Programmes	Administration générale	Total		Total
Traitements	7 273	\$ 5 279	\$ 12 552	\$ 11 621	\$
Avantages sociaux	2 041	1 467	3 508	3 147	
Locaux	33	3 235	3 268	2 622	
Services professionnels et spéciaux	321	1 172	1 493	1 187	
Déplacements du personnel	636	312	948	891	
Amortissement	-	866	866	839	
Impression, publication et reprographie	77	636	713	593	
Communications	203	292	495	451	
Dépenses des réunions, y compris honoraires des membres	81	221	302	257	
Gestion de l'information	-	262	262	180	
Dépenses et matériel de bureau	-	229	229	234	
Dépenses diverses	3	26	29	19	
	10 668	\$ 13 997	\$ 24 665	\$ 22 041	\$

Tableau 2 – Dépenses de subventions par service

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2008	2007
Programmes des arts		
Musique	27 402 \$	26 912 \$
Théâtre	24 041	23 620
Lettres et édition	21 864	21 988
Arts visuels	18 917	18 698
Danse	16 405	15 726
Arts médiatiques	13 273	13 260
Commission du droit de prêt public	9 159	9 121
Inter-arts	2 247	2 192
Promotion de la diffusion	2 034	1 129
Équité	1 875	1 788
Initiative de développement créatif de l'Alberta	1 867	-
Arts autochtones	1 309	1 282
Autres	1 511	1 215
Initiative de suppléments au fonctionnement	20 000	13 000
Programme Killam		
Bourses de recherche Killam	1 433	1 481
Prix Killam	500	500
Autres prix et bourses		
Prix Victor-Martyn-Lynch-Staunton	105	105
Prix Molson	100	100
Commission internationale du théâtre francophone	96	80
Bourse John-B.-C.-Watkins	90	-
Fonds Vida-Peene	79	77
Bourse John-G.-Diefenbaker	75	75
Prix Walter-Carsen	50	-
Autres prix et bourses < 50 000 \$	200	296
	164 632 \$	152 645 \$

Régie



Ned Pratt, *New Construction, Witless Bay*, 2007.

La photographie de cet artiste de St. John's figure parmi les 85 œuvres acquises par la Banque d'œuvres d'art du Conseil en 2007.



Le mandat du conseil d'administration

Le Conseil des Arts du Canada est régi par un conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président et de neuf autres membres provenant de différentes régions du Canada. Les membres sont nommés par le gouverneur en conseil (sur la recommandation du Cabinet fédéral) pour une période déterminée. Le conseil d'administration, qui se réunit au moins trois fois par année, est responsable des politiques, des programmes et des budgets du Conseil, ainsi que des décisions relatives aux subventions.

En leur qualité de gestionnaires de l'organisme, les membres du conseil d'administration ont notamment pour tâche de veiller activement à la régie de l'organisme. Le conseil d'administration doit surveiller les affaires du Conseil des Arts, diriger les cadres supérieurs et s'assurer que tous les grands dossiers touchant le Conseil des Arts fassent l'objet d'un examen approprié. Le conseil d'administration rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien.

Les responsabilités des membres du conseil d'administration incluent :

- » assister, à Ottawa ou ailleurs, aux réunions du conseil;
- » voter, sauf lorsqu'il y a conflit d'intérêts;
- » établir les politiques générales du Conseil des Arts et approuver ses programmes;
- » approuver la répartition du budget entre les différentes disciplines ainsi que les différents objectifs et programmes;
- » surveiller l'efficacité des programmes et l'intégrité du système d'évaluation par les pairs;
- » autoriser l'attribution de subventions, soit directement, soit en vertu de pouvoirs délégués;
- » refléter, lors des discussions, les préoccupations régionales dans le cadre d'une perspective nationale;
- » mettre à contribution l'expertise de chaque membre, généralement dans les domaines des arts, des affaires ou des activités communautaires;
- » expliquer au milieu artistique, aux dirigeants nationaux, provinciaux et locaux ainsi qu'au grand public le rôle du Conseil des Arts en matière de soutien aux arts;
- » faire partie des comités permanents ou spéciaux du Conseil;
- » représenter le Conseil à des événements publics et, au besoin, dans le cadre d'autres activités;
- » accomplir les tâches que le président peut leur assigner.

L'autonomie du conseil d'administration

Tous les membres du conseil d'administration sont des administrateurs indépendants nommés par le gouverneur en conseil. Cette indépendance est fondamentale, car elle assure une reddition de comptes efficace et une saine régie. Bien que le directeur (directeur général) et les cadres supérieurs de l'organisme assistent aux réunions du conseil d'administration pour fournir de l'information et rendre compte des activités de l'organisme, seuls les membres du conseil d'administration peuvent voter et prendre des décisions. Les comités du conseil d'administration sont composés de membres du conseil et incluent parfois des experts externes sélectionnés selon leurs connaissances et leur champ d'expertise.

La planification stratégique et institutionnelle

Le conseil d'administration est tenu de suivre de près et d'approuver les politiques générales du Conseil des Arts, de formuler ses orientations stratégiques ainsi que de développer et d'approuver le plan d'entreprise du Conseil et d'en évaluer la mise en application.

En octobre 2007, le Conseil des Arts a publié, *Cap sur l'avenir : Plan stratégique, valeurs et orientations pour 2008-2011*, lequel guidera ses activités au cours des trois prochaines années.

En février 2008, le Conseil a publié son plan d'action pour 2008-2011, lequel décrit les objectifs et stratégies opérationnels spécifiques qu'il entend poursuivre pour réaliser les orientations du plan stratégique. (Le plan stratégique et le plan d'action sont affichés sur le site web, au www.conseildesarts.ca/aproposdenous)

Au cours de l'année, les cadres supérieurs présentent au conseil d'administration un rapport sur le rendement du Conseil par rapport aux objectifs fixés dans le plan d'entreprise, ainsi que sur les résultats obtenus. Cette surveillance régulière du rendement de l'organisme facilite la prise de décisions du conseil d'administration et lui fournit un cadre de responsabilisation pour les activités du Conseil.

La gestion des risques

Le conseil d'administration évalue régulièrement les principaux risques inhérents aux activités du Conseil et au contexte dans lequel ce dernier évolue. Il doit veiller à ce que les principaux risques liés aux activités du Conseil soient cernés et que les mesures pertinentes de surveillance et de gestion de ces risques soient mises en place. Pour ce faire, le conseil demande habituellement aux cadres supérieurs de lui présenter des dossiers de synthèse et prend connaissance des rapports des vérificateurs internes et externes.

En 2007-2008, à la demande du conseil d'administration, le Bureau du vérificateur général du Canada a entrepris son premier examen spécial du Conseil des Arts. Les vérificateurs internes rédigent aussi des rapports sur le système de paye du Conseil et sur l'initiative de suppléments au fonctionnement (programme non récurrent conçu pour l'affectation d'une partie des nouveaux fonds ajoutés au budget du Conseil en 2006).

En 2007-2008, le conseil d'administration a modifié *l'Énoncé de la politique de placements et des objectifs de rendement* par lequel sont établis les paramètres guidant la gestion et l'évaluation de l'investissement de ses fonds (fonds de dotation, fonds spéciaux et fonds Killam).

La Politique de régie

La *Politique de régie* du Conseil établit le cadre de régie de l'organisme. Les objectifs de cette politique sont les suivants :

- » définir les rôles et les responsabilités du conseil d'administration et des cadres;
- » présenter un mécanisme d'application de normes de responsabilisation rigoureuses;
- » maintenir un régime de responsabilisation uniforme et cohérent, qui forme un ensemble systématique et complet au sein de l'organisme;
- » faciliter la prise de décisions stratégiques par le conseil d'administration et les cadres supérieurs;
- » accroître la confiance du conseil d'administration et du personnel du Conseil des Arts, de même que celle des intervenants clés, à l'égard de la gestion du conseil d'administration, du professionnalisme des cadres supérieurs et de l'intégrité du processus d'évaluation par les pairs.

La *Politique de régie* du Conseil comprend les renseignements et documents suivants : la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*; les *Règlements administratifs du Conseil des Arts du Canada*; les *Exigences statutaires annuelles quant à la présentation de rapports*; la *Politique d'évaluation par les pairs*; l'*Énoncé de la politique de placement et des objectifs de rendement*, le *Code de déontologie des membres du conseil d'administration du Conseil des Arts*; la *Délégation de pouvoir*, et la *Description du travail du président et du vice-président du conseil d'administration et du directeur du Conseil des Arts*. La version intégrale de la *Politique de régie* est affichée sur le site web du Conseil, au www.conseildesarts.ca/aproposdenous.

Le Code de déontologie

A titre de titulaires de charges publiques fédérales, les membres du conseil d'administration sont tenus de se conformer à la nouvelle *Loi sur les conflits d'intérêts*. Ils doivent aussi se plier aux exigences énoncées dans le *Code de déontologie des membres du conseil d'administration du Conseil des Arts du Canada*.

En 2007-2008, les nouveaux membres du conseil d'administration ont été mis au courant des exigences des deux derniers documents susmentionnés.

Les nominations au conseil d'administration et leur renouvellement

Le conseil d'administration avise le gouvernement des critères pertinents pour la sélection du président de l'organisme, ainsi que des compétences et besoins futurs pour les postes de membres du conseil d'administration et de directeur.

Le comité de sélection du conseil d'administration tient à jour un profil des compétences, fondé sur sa connaissance du mandat, des orientations stratégiques, des forces et des faiblesses du Conseil, ainsi que des enjeux fondamentaux et des défis auxquels est confronté l'organisme. En plus de tenir compte de l'expérience et de l'expertise des candidats dans des domaines telles les finances et la gouvernance, il importe de recommander des personnes qui représentent les groupes linguistiques officiels, les régions, les différentes générations, les Peuples autochtones et la diversité culturelle du Canada.

Le profil de membre du conseil d'administration, qui est continuélement mis à jour, est présenté au ministre du Patrimoine canadien dès que des postes deviennent vacants.

En 2007-2008, les quatre membres suivants ont été nommés au conseil d'administration : Barbara Burley (St. Andrews, Nouveau-Brunswick), Jerry Mazerolle (Inkerman, Nouveau-Brunswick), Anna Porter (Toronto, Ontario) et Jean Saucier (Montréal, Québec). Le mandat de Tom Hill a aussi été renouvelé. Tous les membres sont nommés pour un mandat de quatre ans.

Au 31 mars 2008, il n'y avait aucune vacance.

La planification de la relève et les nominations des cadres supérieurs

En 2007-2008, le Conseil a entrepris la révision de sa structure organisationnelle, ce qui a conduit au remaniement des postes de cadres supérieurs relevant du directeur.

Le processus de nomination des cadres supérieurs

Un processus de recrutement et de dotation conforme aux pratiques et aux principes courants de dotation est en place pour pourvoir tous les postes de cadres supérieurs. La sélection des candidats est effectuée par le Service des ressources humaines ou par une agence de recrutement de cadres. Les profils des postes sont révisés et mis à jour régulièrement, et les avis de postes vacants sont annoncés à l'échelle nationale et affichés sur le site web du Conseil pendant au moins un mois. Les comités de sélection et d'embauche sont formés d'experts ainsi que de représentants de la diversité culturelle du Canada.

En 2007-2008, à la suite de concours nationaux de dotation, les cadres supérieurs suivants ont été nommés : Youssef El-Jai, chef du Service des arts médiatiques (mai 2007); Pierre Arpin, chef du Service des arts visuels (novembre 2007); et Nicole Doucet, directrice de la Division des disciplines artistiques (février 2008).

L'évaluation de rendement du directeur général

Le directeur est le premier dirigeant de l'organisme. Il exécute les politiques et directives du conseil d'administration et rend compte de ses activités au conseil; il assiste aux réunions du conseil d'administration et à celles des comités du conseil; et il représente le Conseil des Arts, en personne ou par l'entremise d'un délégué, auprès des ministères, des agences gouvernementales et d'autres organismes. Il tient le conseil d'administration au courant des facteurs importants ayant une influence sur la réalisation des objectifs stratégiques du Conseil. Le directeur est tenu de rendre compte de ses activités au conseil d'administration.

Les rapports sur l'évaluation de rendement et l'atteinte des objectifs de l'organisme

Le conseil d'administration assume les responsabilités suivantes :

- » établir les compétences et les caractéristiques qu'il juge essentielles chez le titulaire du poste de directeur;
- » réexaminer et réviser périodiquement la description des fonctions du directeur;
- » établir et réexaminer annuellement une série d'objectifs généraux dont la réalisation incombe au directeur;
- » contrôler le rendement du directeur sur une base annuelle.

Au nom du conseil d'administration, le président communique les résultats de l'évaluation du rendement du directeur au ministre du Patrimoine canadien.

Les communications avec le ministre du Patrimoine canadien, les parlementaires et les autres intervenants clés

Une saine régie nécessite transparence et responsabilisation. L'une des façons de répondre à ces exigences consiste à communiquer l'information et les décisions aux intervenants clés.

Il incombe au conseil d'administration de veiller à ce que le Conseil des Arts communique de façon efficace avec le ministre et les fonctionnaires du Patrimoine canadien, puisque le Conseil est redevable au Parlement par l'entremise de ce ministère. À titre de société d'État, le Conseil doit aussi communiquer efficacement et en temps opportun avec les parlementaires et les autres intervenants clés, soit le public, les différents ministères et la communauté artistique.

Parmi les différents documents remis par le Conseil à la ministre du Patrimoine canadien, aux parlementaires et aux autres intervenants clés en 2007-2008 figurent le *Rapport annuel*, le *Plan stratégique* et le *Plan d'action*, ainsi qu'un aperçu des subventions accordées aux artistes et aux organismes artistiques (incluant un survol national ainsi que des profils provinciaux et territoriaux).

Dans le cadre de son processus de planification stratégique, le Conseil a entrepris la plus vaste consultation publique de son histoire au cours du printemps et de l'été 2007. Les résultats de ces consultations (affichées sur le site web du Conseil) ont servi à l'élaboration du plan stratégique du Conseil.

L'orientation des membres du conseil d'administration et la formation continue

Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent des documents d'orientation ainsi qu'une séance d'orientation et, lors de leur première réunion au conseil, assistent aux réunions de tous les comités. La documentation qui leur est fournie décrit le rôle du conseil d'administration, de ses comités et de ses membres, ainsi que les politiques et l'information relatives au Conseil des Arts et à sa gestion. Les nouveaux membres rencontrent aussi l'équipe des cadres supérieurs du Conseil pour discuter des fonctions et des activités clés.

En mars 2008, les nouveaux membres du conseil ont suivi une séance d'orientation avec la direction, et l'un des nouveaux membres du conseil d'administration en place a assisté à une séance d'orientation de deux jours sur la régie dans les Sociétés d'État, organisée par l'École de la fonction publique du Canada. Les autres nouveaux membres suivront le cours au printemps et à l'été 2008.

L'évaluation de rendement du conseil d'administration

Chaque année, sous la direction du comité de régie, le conseil d'administration entreprend l'évaluation du rendement de tous ses membres et de tous ses comités.

En novembre 2007, la présidente du Conseil a présenté un rapport à la ministre du Patrimoine canadien sur le processus d'évaluation annuel mené par le conseil d'administration.

Les mandats et la composition des comités du conseil d'administration

Les comités du conseil d'administration améliorent l'efficacité générale du conseil en veillant à se concentrer, à surveiller et à suivre de près des secteurs d'activités précis. Le conseil d'administration compte cinq comités permanents : le comité exécutif, le comité de placements, le comité de la vérification et des finances, le comité de la régie et le comité de sélection. Les règlements administratifs définissent les rôles et les responsabilités de ces comités, ainsi que les exigences qui leur sont imposées en matière de responsabilisation.

Le comité exécutif :

- » agit au nom du conseil d'administration entre les réunions du conseil (sauf en ce qui a trait aux règlements administratifs, aux politiques, aux budgets, aux états financiers, aux subventions et au rapport annuel);
- » examine le rendement du directeur et en recommande l'approbation au conseil d'administration;
- » examine les avantages indirects et financiers accordés au directeur;
- » accomplit toute autre fonction que lui attribue le conseil d'administration.

Composition : Karen Kain (présidente du comité), Amir Ali Alibhai et Simon Brault.

Le comité de la vérification et des finances :

- » examine les états financiers du Conseil des Arts;
- » présente les états financiers annuels au conseil d'administration et en recommande l'approbation au conseil d'administration;
- » reçoit les rapports du vérificateur général du Canada et des vérificateurs internes et en étudie les recommandations;
- » examine les méthodes comptables et les contrôles internes du Conseil des Arts;

» examine toutes les mesures correctives apportées à la suite des vérifications;

» examine les propositions du personnel sur le budget annuel et formule des recommandations au conseil d'administration quant à l'approbation dudit budget;

» accomplit toute autre fonction de nature financière que le conseil d'administration lui attribue.

Composition : Simon Brault (président du comité), Manon Blanchette, Karen Kain, Esther S. Ondrack et Jean Saucier.

Le comité de la régie :

- » recommande au conseil d'administration, pour approbation, la teneur et la forme qu'auront les renseignements relatifs à la régie;
- » établit un mécanisme d'évaluation de la capacité et du rendement du conseil d'administration;
- » organise les séances d'orientation destinées aux nouveaux membres du conseil d'administration;
- » veille à ce que la *Politique de régie* du Conseil des Arts soit tenue à jour, reflète les pratiques exemplaires les plus récentes et continue de répondre aux besoins de l'organisme;
- » examine périodiquement les règlements administratifs et recommande au conseil d'administration les révisions à y apporter;
- » passe en revue les conclusions des évaluateurs externes du processus d'évaluation par les pairs et présente son rapport au conseil d'administration;
- » accomplit toute autre fonction que le conseil d'administration lui attribue.

Composition : Barbara Burley (présidente du comité), Amir Ali Alibhai, Simon Brault, Karen Kain (assiste aux réunions seulement) et Susan Knight.

Le comité de placements :

- » est chargé de recommander au conseil d'administration des politiques au sujet des placements;
- » est autorisé à embaucher des gestionnaires de fonds professionnels pour acquérir, gérer et faire les placements;
- » donne au Conseil des Arts des instructions sur la façon d'exécuter et de délivrer des transferts, des procurations, des certificats de vote et des documents pour exercer des droits et d'autres ententes liées aux placements de l'organisme;

» présente au conseil d'administration, une fois l'an, à l'une de ses réunions régulières, un rapport sur le portefeuille de placements, qui indique le coût des investissements à l'achat, leur valeur marchande, le rendement des fonds et tout changement apporté ou toute recommandation formulée depuis le dernier rapport;

» veille au dépôt et à la garde des valeurs du Conseil des Arts.

Composition : Karen Kain, Esther S. Ondrack; ainsi que les experts externes suivants (qui ne font pas partie du conseil d'administration) : Tania Willumsen (présidente du comité), Henry W.C. Gibbs, Laurent Lapierre, Susan Luke Hill, John H. Matthews et William J. Smith.

Le comité de sélection :

» recommande au conseil d'administration une liste des critères pour la dotation des postes de président, de vice-président et de membre du conseil d'administration, lorsque ceux-ci sont vacants.

Composition : Simon Brault (président du comité), Manon Blanchette, Tom Hill, Karen Kain et Anna Porter.

Les autres comités

Certains membres du conseil d'administration participent aussi à d'autres comités. Susan Knight est membre du comité exécutif de la Commission canadienne pour l'UNESCO; et Amir Ali Alibhai, de la Commission du droit de prêt public.

La rémunération des membres du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration reçoivent une indemnité annuelle et des honoraires calculés selon les barèmes de rémunérations recommandés par le gouvernement et approuvés par décret. Pour l'exercice de 2007-2008, le total des paiements aux membres du conseil d'administration s'établissait à 117 805 \$.

La rémunération des cadres supérieurs

En ce qui concerne la rémunération des membres du groupe exécutif de gestion, le Conseil des Arts a adopté des échelles salariales équivalant à celles établies par le gouvernement pour tous les postes de niveau EX de la fonction publique fédérale. En 2007-2008, les échelles salariales étaient ainsi de 176 500 \$ à 207 700 \$, pour le directeur du Conseil, et de 96 100 \$ à 141 900 \$ pour les cadres supérieurs.

Au 31 mars 2008, le groupe exécutif de gestion comprenait Robert Sirman, directeur du Conseil; Carol Bream, directrice des Communications; Michelle Chawla, secrétaire du Conseil; André Courchesne, directeur des Initiatives stratégiques; Nicole Doucet, directrice des Disciplines artistiques; Manon Dugal, directrice des Ressources humaines; John Goldsmith, directeur des Relations avec les partenaires; William Stevenson, directeur des Finances et de l'Administration; et David Walden, secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

La divulgation proactive

Les frais de voyage et d'hébergement des cadres supérieurs et du président sont affichés sur le site web du Conseil, au www.conseildesarts.ca/aproposdenous

La divulgation d'actes fautifs

En avril 2007, le Conseil des Arts a mis en application la *Politique sur la divulgation interne d'information concernant des actes fautifs dans le milieu de travail*, basée sur les exigences de la nouvelle *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*, qui s'applique à toute personne du secteur public fédéral, incluant les employés du Conseil des Arts et des autres sociétés d'État.

Registre des présences aux réunions du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration

Conseil / comités	Conseil d'administration	Exécutif	Placements	Vérification et finances	Régie	Sélection
Nombre de réunions	8	7	4	6	4	4
K. Kain, présidente	7	7		5	3	3
S. Brault, vice-président	8	7		6	4	4
A. A. Alibhai	8	3 de 3			2 de 2	
M. Blanchette	7			6		4
B. Burley*	3 de 3				1 de 1	
T. Hill**	4 de 5					2 de 2
S. Knight	6				3	
L. Lapierre***	3 de 4	4 de 4	2 de 2		2 de 2	
J. Mazerolle*	1 de 1					
E. S. Ondrack	8		4	6		
A. Porter*	1 de 1					
J. Saucier*	3 de 3			2 de 2		
D. Thauberger***	7 de 7				3 de 3	3 de 3

Notes

* Les mandats de B. Burley et de J. Saucier ont pris effet le 3 décembre 2007. A. Porter a été nommée le 29 janvier 2008. J. Mazerolle a été nommée le 26 février 2008.

** Le mandat de Tom Hill a pris fin le 24 novembre 2007, et la reconduction de son mandat a pris effet le 29 janvier 2008.

*** Le mandat de L. Lapierre a pris fin le 4 novembre 2007. Le mandat de D. Thauberger a pris fin le 25 février 2008.

E. S. Ondrack a représenté la présidente aux réunions du comité de placements.

Le Conseil d'administration du Conseil des Arts
(au 31 mars 2008)



Karen Kain, présidente
Ontario

Karen Kain a étudié à l'École nationale de ballet, puis s'est jointe au Ballet national du Canada et y est rapidement devenue la danseuse principale.

En 2005, elle est nommée directrice artistique. Elle a reçu des diplômes honoris causa des universités de Toronto, York, McMaster et Trent, le Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène, le prix international Cartier pour l'ensemble de ses réalisations et les insignes d'officier de l'Ordre national des Arts et des Lettres de la France. Karen Kain est compagnon de l'Ordre du Canada. [Nommée le 14 septembre 2004]



Simon Brault, vice-président
Québec

Simon Brault est directeur général de l'École nationale de théâtre du Canada depuis 1997. Depuis plusieurs années, il milite en faveur de la reconnaissance sociale de la contribution de la communauté artistique. Il est l'instigateur des Journées de la culture (1997), il a dirigé la délégation culturelle au Sommet de Montréal (2002) et il est membre fondateur et président de Culture Montréal. En 2007, il a présidé le comité de pilotage et a été le maître d'œuvre de RV07 – Montréal, métropole culturelle, qui a rassemblé plus de 1 500 représentants du milieu des arts, des gouvernements municipal, provincial et fédéral et de la société civile. Simon Brault est officier de l'Ordre du Canada. [Nommé le 31 mars 2004]



Tom Hill
Ontario

Conservateur, écrivain, historien de l'art, artiste et bénévole, Tom Hill a joué un rôle capital dans le développement des arts visuels autochtones. Premier conservateur d'art autochtone au Canada, il

a dirigé le musée du Woodland Cultural Centre près de Brantford (en Ontario), pendant plus de 20 ans. En 2004, il a reçu un Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques pour sa contribution exceptionnelle et un doctorat honorifique de l'Université Wilfrid Laurier. [Nommé le 25 novembre 2004]



Amir Ali Alibhai
Colombie-Britannique

Amir Ali Alibhai est artiste des arts visuels, conservateur indépendant et agent culturel. Fondateur de la Rungh Cultural Society (1991) et éditeur de la revue *Rungh Magazine* (1992-1997), il a été responsable de la programmation artistique du centre communautaire Roundhouse à Vancouver (1997-2008) et a œuvré comme éducateur et conservateur invité à la Richmond Art Gallery, et comme conservateur adjoint à la Surrey Art Gallery. Il est actuellement agent de développement culturel au Bureau des affaires culturelles de Vancouver-Nord. [Nommé le 12 mai 2005]



Manon Blanchette
Québec

Historienne de l'art et administratrice des arts, Manon Blanchette a amorcé sa carrière au Musée d'art contemporain de Montréal. Elle a aussi été conservatrice en chef de la Walter Phillips Gallery

à Banff, conseillère culturelle à l'Ambassade du Canada à Paris et directrice du Centre culturel canadien à Paris. Elle a publié des textes sur l'art contemporain et a enseigné l'histoire de l'art et la critique d'art à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Chicoutimi. Elle est officier de l'Ordre national des Arts et des Lettres de la France. [Nommée le 12 mai 2005]



Esther S. Ondrack
Alberta

Fervente défenseur des arts à Edmonton, Esther S. Ondrack est membre de nombreux conseils d'administration, dont celui de la Edmonton Symphony Society, du Fonds de consolidation des arts de la scène de l'Alberta, du Edmonton Arts Council et de Pro Coro Canada, un chœur de chambre professionnel. Elle a pris sa retraite en 2001, après avoir œuvré 35 ans dans le secteur pétrolier et avoir été nommée première vice-présidente et secrétaire générale de la Chieftain International Inc. [Nommée le 12 mai 2005]



Susan Mary (Dyer) Knight
Terre-Neuve-et-Labrador

Susan Mary Knight est chef de chorale, professeure de musique de réputation internationale, rédactrice en chef et directrice artistique de Shalaway (anciennement la Newfoundland Symphony Youth Choir), un organisme qu'elle a fondé en 1992. En 1994, elle a fondé le Festival 500, une biennale de chorale internationale à St. John's qu'elle a lancée comme moyen d'affirmation culturelle et de renouveau économique pour sa province. Elle est membre de l'Ordre du Canada et du Order of Newfoundland and Labrador.

[Nommée le 15 septembre 2006]



Barbara Burley
Nouveau-Brunswick

Barbara Burley possède une expérience vaste et diversifiée de la gestion au sein des secteurs public et bénévole. Elle a été sous-ministre adjointe au ministère des Services communautaires du gouvernement de la Nouvelle-Écosse jusqu'à sa retraite en 2004. Elle s'est alors tournée vers les arts, devenant vice-présidente du conseil d'administration du Sunbury Shores Art and Nature Centre et bénévole au Musée Ross de St. Andrews (au Nouveau-Brunswick).

[Nommée le 3 décembre 2007]



Jean Saucier
Québec

Jean Saucier est conseiller en placements chez BMO Nesbitt Burns depuis 12 ans. Il prête son concours aux arts depuis 1995. Il a siégé au conseil d'administration de la revue *Vie des Arts* (1995-2007) et du Musée d'art contemporain de Montréal (1999-2007) a été président de sa Fondation (1999-2006) et vice-président du Festival international des films sur l'art (2002-2007).

[Nommée le 3 décembre 2007]



Anna Porter
Ontario

Anna Porter a fait carrière dans le milieu de l'édition. Elle a œuvré comme gestionnaire au sein de plusieurs maisons réputées avant de fonder Key Porter Books dont elle a été la présidente-directrice générale et l'éditrice en chef jusqu'en 2006. Auteure d'une œuvre littéraire primée, elle est Officier de l'Ordre du Canada et récipiendaire de l'Ordre de l'Ontario en reconnaissance de sa contribution à la promotion des auteurs canadiens sur le marché international.

[Nommée le 29 janvier 2008]



Jerry Mazerolle
Nouveau-Brunswick

Jerry Mazerolle a occupé différents postes au sein de la Fédération des caisses populaires acadiennes (depuis 1982), après avoir été directeur général de la Caisse populaire de Caraquet. Il a également exercé les fonctions de conseiller au sein du Conseil de la magistrature du Nouveau-Brunswick (1999-2006). Il est actuellement trésorier des Jeunesses musicales du Nouveau-Brunswick et siège au conseil d'administration des Jeunesses musicales du Canada et de la radio communautaire Radio Péninsule (CKRO).

[Nommé le 26 février 2008]



Robert Sirman, directeur

Après l'obtention d'une maîtrise en sociologie de l'Université de Toronto, Robert Sirman s'est joint au gouvernement de l'Ontario en tant que rédacteur de discours et conseiller en politique, contribuant à établir le premier ministère de la culture de l'Ontario en 1975. Il a été directeur de la recherche et de la politique au Conseil des arts de l'Ontario, dans les années 1980, puis directeur administratif de l'École nationale de ballet de 1991 à 2006. Durant ses 15 années en poste, il y a consolidé les finances et dirige un programme d'agrandissement des infrastructures de 100 millions de dollars. [Nommé le 26 juin 2006]

La direction du Conseil des Arts (au 31 mars 2008)

Bureau du directeur

Robert Sirman, directeur *

Michelle Chawla, secrétaire du Conseil *

John Goldsmith, directeur *
Relations avec les partenaires

David Walden, secrétaire général *
Commission canadienne pour l'UNESCO

Disciplines artistiques

Nicole Doucet, directrice *

Pierre Arpin, chef
Arts visuels

Youssef El-Jai, chef
Arts médiatiques

Roger Gaudet, chef
Théâtre

Russell Kelley, chef
Musique

Kelly Langgard, coordonnatrice par intérim
Promotion de la diffusion

Michelle Legault, secrétaire générale
Commission du droit du prêt public

Melanie Rutledge, chef
Lettres et édition

Claude Schryer, coordonnateur
Bureau Inter-arts

Anne Valois, chef
Danse

Communications

Carol Bream, directrice *

Donna Balkan, gestionnaire principale
Relations publiques et médiatiques

Victoria Henry, directrice
Banque d'œuvres d'art

Kim Lymburner, gestionnaire
Planification opérationnelle

Terry O'Grady, gestionnaire
Conception, rédaction et publications

Janet Riedel Pigott, directrice par intérim
Prix et dotations

Grace Thrasher, coordonnatrice
Promotion des arts

Finances et administration

William Stevenson, directeur *

Carole Boileau, chef
Finances

Luc Charlebois, chef
Planification financière

Pierre Crispin, gestionnaire
Services administratifs

Daniel Plouffe, chef
Service de gestion de l'information

Ressources humaines

Manon Dugal, directrice *

Initiatives stratégiques

André Courchesne, directeur *

Marianne Heggtveit, chef par intérim
Services aux arts

Sheila James, coordonnatrice
Équité

Claire McCaughey, gestionnaire
Recherche

Louise Profeit-LeBlanc, coordonnatrice
Arts autochtones

Kelly Wilhelm, coordonnatrice
Partenariat et réseaux

* Membres du groupe exécutif de gestion.

Pour consulter la liste à jour du personnel, visiter le site web du Conseil.

